Vol. 7 • No. 18 • Du 13 au 19 Novembre 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA MOBILISATION ANTI-MARTELLY A FRANCHI UNE AUTRE ÉTAPE !

Voir page 4

Des centaines de milliers de personnes ont gagné les rues à plusieurs reprises pour exiger le départ du président Michel Martelly à la tête du pays. A bas Martelly, il est un voleur!



UN POUVOIR RÉPRESSIF ET DÉLINQUANT

Voir page 3

Un agent de la sécurité rappochée du sénateur John Joel Joseph, Garry Laguerre a été tué de plusieurs balles dans la tête, non loin de sa résidence dans le quartier de Fort national. (Port-au-Prince)









HAITI LIBERTÉ
1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Avec de tels «amis» plus besoin d'ennemis

Par Berthony Dupont

Communément, on se plaît à dire que « toute vérité n'est pas bonne à dire ». Pourtant ce ne devrait pas être nécessairement le cas, en toutes circonstances. En politique, la vérité est fondamentale. Elle peut être même révolutionnaire, car garante de stabilité, d'équilibre, de progrès pour la vie sociale, politique, démocratique, et économique. C'est dire qu'elle ne peut être ni mise de côté, ni cachée.

En effet, on doit savoir que la grande mobilisation du jeudi 7 novembre dernier contre le régime Martelly-Lamothe n'a été l'œuvre d'aucun des partis politiques de l'opposition. Au contraire, ces derniers n'ont pas été solidaires de l'organisation de cette percée populaire à laquelle ils ne croyaient pas du tout. Et c'est là la pure vérité. Même, de grandes manœuvres souterraines ont été faites pour empêcher l'organisation de ce rassemblement, sous prétexte qu'il pourrait être un échec. Mais les masses populaires, une fois de plus, ont prouvé non seulement leur adhésion à leurs principes mais aussi qu'elles ne sont pas sur les mêmes longueurs d'onde que certains leaders politiques timorés et certaines organisations pusillanimes qui, à tort ou à raison, se réclament d'elles ou prétendent les accompagner dans leur lutte.

C'est seulement au vu de la formidable ampleur et de la réussite de la mobilisation populaire que des leaders et représentants de partis et groupes politiques sont accourus sur les lieux et se sont hâtés de faire des déclarations empressées à la radio comme pour essayer de s'attribuer la paternité de la manifestation. Honnêtement, nous devons le dire, la mobilisation n'a été l'œuvre que de la Force patriotique pour le respect de la Constitution (FOPAK) et de quelques autres organisations populaires travaillant dans la même vision des masses déshéritées pour qui la vie reste une déception, une épreuve sans fin et sans espoir. Voilà pourquoi, il n'y a pas eu de slogans, se rapportant aux élections. En effet, toutes les revendications, les slogans, les chants populaires étaient axés sur le déchoucage du régime, un point, c'est tout.

C'est d'ailleurs cette puissante mobilisation populaire qui a forcé la Communauté internationale à sortir de son silence sépulcral sur la grave situation qui sévit dans le pays depuis l'avènement du régime Martelly-Lamothe. Cette Communauté pour laquelle tout se déroulait bel et bien selon le schéma des décideurs étrangers dicté à leurs valets dirigeant le pays. En effet, nous ne pouvons pas encore oublier le tout récent rapport triomphaliste et élogieux de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies à l'égard de ses subalternes au pouvoir. Elle a tout bonnement tu les crimes et les méfaits du régime réactionnaire qu'elle soutient, préférant nager dans le mensonge. De toute évidence, c'est le propre de la communauté internationale, fidèle à ses habitudes de créer la confusion, d'inventer les mythes et les scénarios propres à satisfaire ses objectifs pervers et anti-démocratiques.

Alors comment expliquer ce changement d'humeur de la Communauté internationale lorsqu'elle réclame que « *la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti Sandra Honoré et les membres de la communauté internationale en Haïti, les représentants spéciaux et les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Organisation des États Américains (OEA) et de l'Union Européenne, accrédités en Haïti, appellent les acteurs politiques haïtiens à la continuation du processus de dialogue enclenché le 14 octobre 2013, entre l'Exécutif et le Législatif afin d'arriver à une solution de consensus sur les questions politiques clefs.*

Un tel accord permettra le fonctionnement continu des institutions et la tenue d'élections libres, équitables et inclusives, qui sont des conditions nécessaires pour le renforcement de la bonne gouvernance et pour la création d'un cadre propice au développement socio-économique au profit du peuple haïtien »

En vérité, ce message de ces soi-disant amis d'Haiti, de la Communauté Internationale, n'est autre qu'un appel à une entente entre les éléments des classes dominantes, de façon à contrecarrer la lutte des masses populaires, noyer les revendications populaires dans l'illusion d'élections « honnêtes et sincères» auxquelles, hypocritement, certains ont récemment ajouté abusivement l'adjectif «inclusives», à des fins mystificatrices. C'est un appel à une solidarité de classe entre les membres des classes dominantes pour barrer le rouleau compresseur du peuple. Cet appel ne vise qu'à faire échec aux mobilisations populaires grandissantes qui ne demandent que le départ de Martelly-Lamothe et des forces occupantes de la Minustah. Et il fait écho au slogan des partis politiques traditionnels accrochés au mot d'ordre « Élections ou démission».

Il ne fait aucun doute que la mobilisation grandissante du peuple haïtien pour satisfaire ses aspirations profondes de libertés démocratiques et ses revendications légitimes suscite chez les tenants du pouvoir et leurs commanditaires de l'international un réflexe tendant non seulement à renforcer l'appareil répressif mais aussi à établir les modalités de partage du gâteau électoral entre les différents partis électoralistes à dessein de les calmer pour mettre en échec les projets de désoccupation du pays, le dédommagement des victimes du choléra et la fin du régime en place.

Face à une telle éventualité, nous devons redoubler notre vigilance et nos efforts dans la mobilisation en cours. Que les manifestations annoncées pour le 18 novembre à l'occasion du 210 ème anniversaire de la bataille de Vertières se développent avec la même intensité populaire et patriotique !

Nous ne pouvons pas rester soumis indéfiniment au colonialisme et à l'arbitraire. L'unique voie à suivre, c'est celle d'une mobilisation «déchoucante» ouvrant sur un Conseil d'Etat formé de différents secteurs de la nation et qui aura pour tâche de remplacer l'actuel gouvernement afin de mener le pays à bon port, pour faire route vers cette indépendance politique, économique, sociale et culturelle propre aux nations. Toute voie de dialogue avec les hommes de paille de l'impérialisme doit être condamnée et rejetée comme l'ont manifesté les militants lors du dernier manif.

Si la Communauté internationale pense à toujours être capable de détourner la lutte du peuple haïtien pour le changement total dont il a besoin, alors elle ne fait que rêver. Elle est à mille lieux de la réalité. Nous disons aujourd'hui comme nous le dirons toujours : Non à la recolonisation d'Haiti !

La force d'occupation de la Minustah que ces « amis » de l'International nous ont imposée n'est pas pour nous affranchir de l'oppression, de l'exploitation et de la misère. Vraiment, avec de tels « amis », dans la Communauté Internationale, Haïti n'a plus besoin d'ennemis !

Les avocats du Barreau de Port-au-Prince protestent !



Manifestation des avocats dans les rues de Port-au-Prince

Depuis le jeudi 24 octobre 2013, les avocats et avocates du barreau de Port-au-Prince sont entrés en grève pour exiger non seulement la révocation du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince Francisco René mais également celle de son complice, le juge d'instruction «zafra» Lamarre Belizaire. Ils sont tous deux accusés « d'être des hommes de main du pouvoir exécutif dans le judiciaire ». Ainsi pour continuer à faire pression sur l'appareil judiciaire afin que leurs revendications soient satisfaites, les avocats ont, le 6 novembre 2013, pris le béton pour manifester dans les rues de Port-au-Prince et montrer au grand public leur désaccord avec le pouvoir judiciaire.

Signalons que la grève enclenchée depuis le mois d'octobre continue son cours parce qu'elle est illimitée.

Bouleversante journée de manifestation à Port-Au-Prince

Par Jackson Rateau

Le lundi 4 Novembre dernier, en réponse aux représailles déclenchées sur la population haïtienne par le gouvernement des bandits légaux, Martelly/Lamothe, au pouvoir en Haïti, les étudiants de plusieurs facultés de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), ont réagi énergiquement. Des barricades enflammées ont été érigées dans l'aire du Champ de Mars, bloquant ainsi les périmètres de la Faculté d'Ethnologie et la Faculté de Droit et des Sciences Economiques. Ils ont exigé la libération de l'un de leurs camarades, Fresner Michel, étudiant de l'Ecole Normale supérieure, arrêté le vendredi 1e Novembre dernier dont ils n'ont pu jusqu'alors repérer sa trace. Dans le cadre d'un complot bien ourdi des bandits légaux, de réprimer rigoureusement étudiants et élèves à travers les 10 départements géographiques du pays, l'horrible train de la mort s'était démarré à la Faculté d'Ethnologie, transité au Cap-Haitien, puis revenu à l'Université d'Etat d'Haïti. Sous les coups des tirs nourris d'armes à feu et de grenades, l'atmosphère dans l'aire du Champ de Mars, était très tendue.

L'étudiant Grégoire Georges Exantus, ayant pris la parole, a exigé séance tenante, la libération de leur camarade, Fresner. Si non, sous peu, le combat franchira une autre étape.

« Le 1e Novembre, un backup de police 1-1457 a enlevé notre camarade Fresner Michel. Il venait de prendre part à une activité culturelle organisée à la Faculté des Sciences Humaine où on l'a surpris. Les policiers-macoutes de Martelly l'ont accusé d'être un farouche opposant du pouvoir. Ils ont déclaré l'avoir arrêté pour ses propos désobligeants à l'endroit des bandits légaux : **Vle pa vle fòk l'ale.** Nous autres haïtiens, nous vivons sous la protection de la constitution de 1987 qui nous octroie le droit d'expression et d'opinion. Haïti est notre pays. Nous avons le droit d'opiner sur sa destinée qui va de mal en pis. Nous disons haut et fort : A bas tout régime fasciste, totalitaire !. Le totalitarisme, c'est révolu, c'est du passé. Nous avons juré de ne plus revivre ces longues nuits de cauchemars d'antan. Un étudiant c'est un citoyen comme tout autre qui a droit à ses propres opinions politiques sur une situation donnée. Nous exigeons la libération immédiate de Fresner. Si non, nous allons franchir une autre étape, une étape radicale, à la manière de 1985/1986. Nous allons alerter l'opinion nationale et internationale que ce backup policier dit avoir déjà mis sur une liste noire, les noms de tous les étudiants de la Faculté d'Ethnologie qui sont face au gouvernement des bandits légaux de Martelly/Lamothe. Ils disent aussi qu'ils vont se mettre en tenue civile pour descendre ces étudiants qu'ils ont bien connus. Nous nous rappelons de notre camarade, confrère, Ronald Auguste, enlevé par un backup de policier le 29 Novembre 2011. Ce backup opérait sous les auspices du programme **Boukle Pòtoprens** de Mario Andréssol. Il n'est plus en poste, c'est vrai, mais, il devra rendre compte de la disparition de Ronald. N'ayant jamais trouvé sa trace jusqu'à présent, nous ignorons s'il est toujours en vie, ou s'il est mort. La liberté du peuple haïtien c'est un acquis, un héritage légué au prix du sang de nos ancêtres. Nous n'allons pas la perdre, avons-nous juré. Aux côtés du peuple, nous allons nous battre pour préserver et consolider cet acquis. Le peuple haïtien tout entier doit être libre de ses mouvements pour vaquer à ses occupations. Nous sommes un peuple libre. Vive la liberté ».

Dans l'après-midi du même lundi, Clifford Lazare, 22 ans, étudiant de la Faculté de Droit et des Sciences économiques, et aussi étudiant de l'INHAGHEI, a été descendu de 3 balles, alors qu'il se trouvait chez un ami, dans le quartier de sa résidence. Les parents de la victime, sous le coup de cette affreuse émotion, n'ont pu fournir aucun détail de cette exécution sommaire.

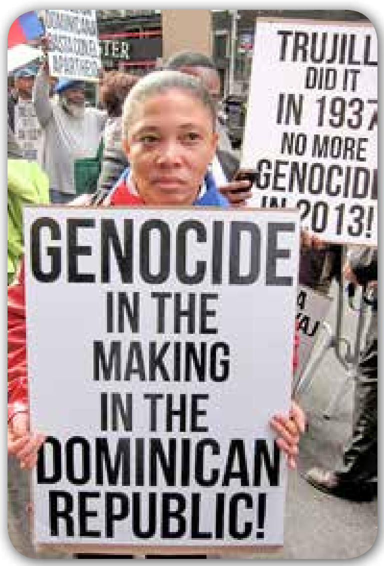
D'autre part, ce même lundi 4 Novembre 2013, la situation était à chaud à Cité Soleil où les habitants de la dite cité, à travers une géante manifestation, ont exprimé leur désarroi et leur colère quant à l'état de violence inouïe dans lequel évolue leur commune. Des barricades enflammées faites d'énormes masses de pierres et de carcasses de véhicules, avaient systématiquement interrompu la circulation à l'intérieur de la Cité et au niveau de la Nationale # 1. Il s'agit, en fait, de la conséquence de l'intervention brutale des policiers de la PNH et la MINUSTAH dans la Cité le mercredi 30 Octobre dernier, où ils ont abattu à bout portant, un jeune homme de 26 ans, Sadrac Elie. L'entrée et les contours de Cité soleil étaient ce lundi, un véritable théâtre de violence avec des tirs nourris par-ci par-là. Les agents de SIMO, d'UDMO et les soldats de la MINUSTAH couraient de-ci de-là, en tirant à hauteur d'homme, tandis que l'énorme bidonville bougeait dans l'ombre d'épaisses volutes de fumée. Selon les résidents de la Cité, l'agent intérimaire de Martelly à Cité Soleil, Jean Ronald Koby est à l'origine de l'assassinat de la victime.

« Aba majistra Koby. Se ou k lakòz mari m nan mòg jodi a. Nou manje l, li kite nan men m yon ti bebe yon mwa. M pa gen menm yon pyas gri nan menm. M pa konnen sa m'ap fè pou m antere l. M mande jistis pou Sadrac, jistis pou ti bebe 30 jou sa a l kite nan men m san sekou. Sadrac se yon atis, yon chantè ki toujou ap amize moun avèk bèl mizik. Li pa janm nan zafè moun. Nou voye mesaj la pou Koby, nou swete l resevwa l. se limenm menm ki touye Sadrac. Li mouri a 26 zan, li pa gen tan fè anyen pou manman l », ont ainsi exprimé en tandem et avec colère, la femme et la sœur de la victime (Sadrac Elie).

« Nou pa konn sa pèp Site Solèy fè gouvènman sa a. Nou gen moun byen prepare nan Site a. Se pa sa a yo ta ban nou kòm chèf nou. Yo fè sa, se paske yo retire tout dwa konstitisyon peyi a ba nou pou n chwazi moun ki pou dirije n. Nan site Solèy jounen jodi a, nèg anwo ap choute sou nèg anba, e, vise vèsa. Yo fè ekspre yo divize n, yo fè nou youn ap touye lòt. Enbesil yo ye, yo pran nan manipilasyon yo a. yo chwazi tchoul yo a, trèt yo a, Ronald Koby ki pou fè travay sal sa a pou yo. Nou menm pèp Site Solèy, Koby ak tout ansasen parèy li yo pa konnen ak kiyès yo an afè. Nan jou k'ap vini yo, nou pr'al limen yon dife nan dèyè Koby, l'ap demisyone kanmèm. Dayè, nou pa bezwen majistra. Kisa majistra janm fè pou Site Solèy. Se sou fatra ak ma labou n'ap viv, pi mal pase zannimo. Gouvènman Mateli/Lamòt la simen zàm toupatou nan Site a, poukisa yo pat pran lajan sa yo pou yo fè devlopman pou nou ? Tèt kale mete zàm nan men nèg anwo ak nèg anba pou youn touye lòt, men Tèt kale ap detwi tout, paske Tèt Kale pa konnen ni anwo ni anba, li pa zanmi ni anwo ni anba. Antouka, nou di l sa, pou l ta mennen pouvwa sa a menm jan ak Papa Dòk, fòk li leve bonè, paske, nou menm pèp Site Solèy, nou menm pèp aysyen, n'ap dechouke yo kanmèm, menm si yo fèt an asye. Nou di yo bat chen an, tann mèt li, paske, chen an gen mèt », a ainsi reagi un jeune de Cité Soleil, âgé de 23 ans.

D'un autre côté, tôt le matin du lundi 4 Novembre dernier, lors d'un grand mouvement de protestation, plusieurs centaines d'élèves du Lycée National de La Saline, ont investi les rues de la capitale pour exiger du Ministère de l'Education Nationale de payer leurs enseignants. A travers cette manifestation qui était partie depuis la barrière du Lycée jusqu'à celle du parlement, les élèves n'ont scandé qu'une seule revendication : le paiement des enseignants.

Saint-Vincent et Grenadines exige des sanctions économiques contre la République Dominicaine



Des haïtiens aux Etats-Unis manifestant contre la décision de la Cour constitutionnelle de la République Dominicaine

Le Premier ministre de Saint-Vincent et Grenadines, Ralph Gonsalves, demande la suspension de la République Dominicaine du programme Petro Caribe et réclame également qu'elle soit empêchée d'adhérer à la Caricom à cause de sa politique raciste entamée depuis la décision de la Cour constitutionnelle de la République Dominicaine le 23 septembre dernier d'enlever la nationalité à tous les enfants des migrants haitiens nés sur le sol dominicain : « Votre entrée à la Caricom vous sera refusée si vous ne prenez pas des mesures de correction », a déclaré le Premier ministre.

Une opération d'épuration avait été lancée au registre de l'état civil pour déterminer le nombre de citoyens ayant le droit de se considérer « dominicains ».

En effet, selon les premiers résultats donnés par le président de la Junte Centrale Electorale, Roberto Rosario, sur 200.000 apatrides de facto, 22,689 seulement pourront garder leur citoyenneté dominicaine, alors que les 187,223 restants auront le choix soit d'accepter de devenir simplement résidents du pays, soit de se laisser déporter.

A près d'un mois de la date de l'entrée en vigueur de cette décision, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) voit l'urgence de se rendre en République Dominicaine. Mais pour aller faire quoi ? Pourquoi la CIDH n'avait-elle pas réagi plutôt ? Puisqu' « il est évident », selon l'écrivain Mario Vargas Llosa, Prix Nobel de littérature 2010, « au vu de ce précédent, que la Cour interaméricaine, si elle était saisie, réaffirmerait ce droit et que la République dominicaine serait contrainte de s'y plier, sauf à décider – ce qui est très peu probable – de se mettre à l'écart du système judiciaire interaméricain et de devenir un pays paria ».



Ralph Gonsalves

Terrible conflit terrien à Marchand Dessalines, 4 morts, 2 disparus, 250 maisonnettes incendiées

Par Jackson Rateau

Le dimanche 27 et le jeudi 31 Octobre dernier, dans la commune de Marchand Dessalines, Département de l'Artibonite, un furieux conflit terrien qui a opposé les habitants des localités Grand Berrard et de La Couture, a occasionné un affreux bilan de 4 morts, deux disparus, 250 maisonnettes incendiées et 250 familles déplacées. Une des autorités locales, ayant fourni des détails, a fait savoir qu'à l'issue de ce conflit et dans l'objectif de porter une solution à une hostilité imminente entre les 2 parties opposées (celle de Grand Berrard et de La Couture) et aussi, à partir des recherches exhaustives, de dénicher les propriétaires authentiques, l'Institut National de la Reforme Agraire (INARA) était intervenu.

L'institut avait ainsi résolu de mettre en quarantaine tous les espaces de terrain à l'origine de ce conflit. Il arrive que, dans l'intervalle, les habitants de La Couture se sont appropriés des espaces et l'ont cultivé. Frustrés, les gens de Grand Berrard sont alors arrivés pour récolter les fruits des travaux de la partie adverse. Dès lors, ont éclaté les hostilités au cours desquelles un nommé Charles Sylvestre, habitant de La Couture, a été tué. Les envahisseurs de Grand Berrard ont aussi incendié 148 maisonnettes des paysans de La Couture. Les conséquences du conflit ont aussi précipité le déplacement de quelques 250 familles vivant à La Couture, qui ont cherché refuge jusqu'à Jean Denis, une localité de la Petite Rivière de l'Artibonite.

En revanche, dans la mi-journée du jeudi 31 Octobre 2013 dernier, le camp de La Couture, première victime, avec un mort, fit une irruption brutale au quartier de Grand Berrard. Ainsi, s'est déclenché un violent combat entre les paysans des 2 localités. A l'issue de ce chamboulement qui a transformé Grand Berrard en un véritable champ de guerre, les paysans de cette localité ont compté 3 morts, 2 disparus et 112 maisonnettes incendiées, parmi elles, le domicile du président du Conseil de la Section Communale de Grand Berrard.

L'hostilité entre ces 2 localités a ainsi occasionné un navrant bilan de 4 morts, 2 disparus, 250 maisonnettes incendiées et 250 familles déplacées. Quelques temps après ce triste désastre qui a ravagé ces 2 quartiers de Marchand Dessalines, on a remarqué des patrouilles constantes de policiers de la PNH, qui ont fait cesser les animosités.

La mobilisation anti-Martelly a franchi une autre étape !



Les trois (3) ministres tètkale

Par Isabelle L. Papillon

Le régime tètkale de Michel Martelly installé au timon de la première République noire du monde par la communauté Internationale depuis le 14 mai 2011 a conduit le pays dans une impasse. Il voulait à tout prix restaurer un régime dictatorial en Haïti. Plus de deux ans après son installation, aucune élection n'a été organisée, ni pour le renouvellement d'un tiers du Sénat ni pour le remplacement du personnel administratif des Collectivités territoriales dont le mandat était arrivé à terme depuis plus de trois (3) ans. Il s'est amusé à réduire à néant les deux autres pouvoirs en l'occurrence le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire grâce à la corruption. L'appareil judiciaire est bloqué, les avocats sont en grève pour protester contre l'arbitraire et l'injustice. Les institutions indépendantes, tels: le Conseil Electoral, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, ont du mal à fonctionner. La corruption et le gaspillage des ressources financières du pays gagnent du terrain. L'arbitraire s'installe et la population est aux abois. Plus de 4,5 millions d'Haïtiens sont actuellement sous la menace d'une insécurité alimentaire puisque tous les indicateurs sur Haïti sont au rouge.

Face à cette situation, des centaines de milliers de personnes ont gagné les rues à plusieurs reprises pour exiger le départ du président Michel Martelly à la tête du pays. C'est dans cette perspective qu'une série de manifestations ont eu lieu la semaine dernière tant à la capitale que dans différentes zones du pays.

La dernière manifestation qui a eu lieu le jeudi 7 novembre 2013 a franchi une autre étape dans la lutte pour le renversement de l'équipe tètkale. Lancée par l'organisation population dénommée Force Patriotique pour le Respect de la Constitution de 1987 (FOPARC), la manifestation qui a mobilisé plusieurs centaines de milliers de personnes a fait le tour de la ville avant de prendre la direction de Pétion-ville, avec un slogan politiquement très fort : « Dessalines va visiter Pétion ». Pour les manifestants, Martelly représente Pétion qui, sous les ordres des colons-blancs français, fut le principal comploteur dans l'assassinat du fondateur de la Nation haïtienne, l'Empereur Jean-Jacques Dessalines. Par cet acte, il détruisit le rêve de Dessalines de voir une Haïti politiquement libre, *économiquement prospère et socialement juste. 209 ans plus tard, Michel Martelly se met au service des nouveaux colons, des forces impérialistes et occupantes pour continuer de détruire le rêve des fils de Dessalines de vivre dans un pays libre et souverain. Dessalines symbolisait la liberté, la prospérité,* la dignité humaine, la justice sociale et la majorité, tandis que Pétion symbolisait la mise au rancart des masses au profit d'une minorité de dilapidateurs des ressources du pays, et d'une élite jouisseuse fascinée par la France.



Wencesclas Lambert



Edwin Zenny du Sud 'Est

Plusieurs milliers de personnes ont donc manifesté, jeudi dernier, *à Port-au-Prince*, pour exiger des changements à la tête de l'Etat, notamment le départ du président Joseph Michel Martelly accusé de graves dérives anti-démocratiques. Partis du quartier populaire du Bel-Air, les manifestants ont sillonné toute la région de la Saline, avant d'emprunter la route de Delmas pour se diriger vers le quartier résidentiel de Pétion-Ville, commune où résident le président Martelly et sa bande de jouisseurs formant les ennemis jurés et historiques du peuple haïtien. C'était pour la première fois, au cours de cette série de manifestations que Pétion-Ville était touchée. Les fils de Dessalines sont arrivés chez vous pour dire leurs quatre *vérités, à savoir qu'Haïti leur* appartient aussi bien, les richesses de ce pays ne peuvent pas rester entre les mains d'un petit groupe de privilégiés : c'est ce que scandaient des manifestants à l'entrée de la commune, particulièrement dans la zone du cimetière où la police a tiré des rafales d'armes. Des jets de pierres étaient lancés pour disperser les manifestants, qui se rassemblaient après chaque attaque venant des partisans du régime kaletèt. Ces derniers avaient préparé des embuscades contre la manifestation, des jours à l'avance.

« Le pouvoir kaletèt nous a tendu une embuscade, mais notre détermination est plus forte», ont fait savoir les manifestants qui ont affirmé avoir dénombré une dizaine de blessés par balles dont le militant politique de longue date, Civil Dieuseul dit Ti Maxi. Il a reçu une balle à la hanche des bandits légaux du régime. Il a *été* vite conduit à l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires. Des responsables de l'Opposition dont Turneb Delpé et Gérard Evans



Jean William Jeanty des Nippes

Beaubrun ont accusé une nouvelle fois le président Martelly de vouloir instaurer un régime totalitaire dans le pays.» Mais, il n'y parviendra pas», ont-ils assuré. En effet, malgré les écueils rencontrés et *dénoncés, les manifestants ont maintenu leur parcours avant de redescendre par la route de Bourdon pour se rendre dans l›aire du Champ-de-mars où se trouve le palais national. Là, la manifestation a repris de la vigueur et les slogans fusaient contre le pouvoir et la minorité du sénat qui a voté mardi en faveur du maintien de 3 ministres interpellés. Mais la police est intervenue à coups* de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui ont promis d'aller jusqu'au bout, se connaissant en si bon chemin.

Après ce qui s'est passé au Sénat de la République, le mardi 5 novembre dernier, où 4 sénateurs proches du pouvoir tètkale : Wencesclas Lambert, Edwin Zenny du Sud 'Est, Willy Jean Baptiste de l'Artibonite, Derex Pierre-Louis du Nord-Est et Jean William Jeanty des Nippes ont décidé de maintenir les trois (3) ministres tètkale à leur poste, le peuple haïtien reste plus déterminé que jamais pour exiger le départ inconditionnel de Michel Martelly. Lors, une majorité de 14 sénateurs avaient voté pour le renvoi de ces ministres coupables de gestion malhonnête.

Ce lundi 11 novembre, des barricades de pneus enflammés ont été *érigées très tôt dans la matinée, dans différents endroits de la zone métropolitaine de la capitale, notamment sur la route* nationale #2, au niveau de Carrefour, à Tabarre, à la Croix des Bouquets, à Cité Soleil et au Centre de la capitale. La mauvaise gestion de l'Etat par l'équipe Tètkale et la position complice de la communauté internationale sont à la base de toutes ces formes de protestation. Les protestataires réclament la révocation des agents de l'Exécutif aux mairies du pays, la justice pour leurs proches, victimes également de l'insécurité nourrie par le pouvoir tètkale pour essayer de contrecarrer la mobilisation enclenchée depuis un certain temps contre les dérives du pouvoir exécutif.

Suite à la grande manifestation du jeudi 7 novembre 2013, deux camps sont en train de se cristalliser: d'un côté, on retrouve le pouvoir Tètkale et la communauté internationale qui optent pour le dialogue comme solution à la crise politique; d'un autre *côté, le peuple haïtien appuyé par la* plus grande majorité des partis politiques, de la société civile majoritaire, qui ont fait choix de la mobilisation pour faire entendre raison au pouvoir. Mais, malgré tout, ce dernier s'entête à pratiquer la politique de l'autruche, et avance à grand pas vers son projet de dissoudre le Parlement pour restaurer la dictature dans le pays.

Aussi, le peuple exige son départ. *Vox populi, vox Dei*. C'est aussi la voix de la raison, la voix de la sagesse. Mieux, c'est la voie dessalinienne.

Un pouvoir répressif et délinquant



Une répression sanglante en Haïti à cité Soleil, la colère était à son comble après l'assassinat d'un jeune, attribué à des policiers.

Par Pierre Kiroul

A tous les niveaux, le pouvoir Martelly est un scandale. Qu'il s'agisse de ministres, particulièrement de ministres de la Justice, de commissaires du gouvernement, d'employés gouvernementaux, de policiers ou de simples citoyens jouissant de façon spéciale de faveurs et de protection présidentielles, c'est toujours un scandale, la marque de fabrique du pouvoir Martelly, qui fait l'actualité.

Les délits, dérives, actes de corruption et crimes perpétrés par ce régime sont d'ordres divers. Il peut s'agir de pots-de-vin comme celui attribué au président Martelly avant son élection et au début de sa présidence, selon la présentatrice dominicaine de nouvelles Nuria Piera. Les dérives peuvent prendre la forme d'arrestation d'un député en exercice de ses fonctions, ou plus récemment, d'arrestation d'un avocat de façon illégale sur ordre d'un commissaire du gouvernement, laquais du président, lui-même domestique de la communauté internationale.

Pots-de-vin, arrestation illégales ne sont pas les seuls attributs délinquants du pouvoir. Les actes de corruption grave, de détournement de fonds, d'imposition illégale de taxes sur les appels téléphoniques et transferts d'argent en provenance de la diaspora sont parmi les comportements délictueux les plus insupportables du pouvoir Martelly. La famille présidentielle, père, mère et fils aîné, tous traînent dans la boue de la coruption, au point qu'un avocat, courageux comme lui seul, a attaqué Madame et son fils pour usurpation de fonction, corruption, détournement de fonds publics, blanchiment et association de malfaiteurs.

Lors d'une toute récente interpellation triministérielle, l'un des ministres n'a pas pu justifier l'utilisation apparemment frauduleuse d'une somme d'argent en provenance de l'Uruguay et que d'aucun assimilent à un détournement de fonds. Et ledit ministre n'a même pas eu honte. Des journalistes sont agressés physiquement et moralement. Un complot scabreux et ténébreux est vite sorti du cerveau vaseux et fumeux d'un ministre de la Justice qui a «découvert» un complot contre un journaliste sans avoir jamais mis la patte sur d'imaginaires assassins en puissance.

Jusqu'ici, il n'est pas encore question de mort d'homme. Mais quand des décès accompagnent les débordements délictueux du pouvoir, des hommes liés au pouvoir, c'est gravissime. Au mois d'avril 2012, une «lourde» autorité frontalière haïtienne du service de l'Immigration de Malpasse, un *konkòday* de madame la première dame, abat en plein jour un jeune commerçant de Fonds-Parisien. Arrêté, il n'est jamais jugé. Il est libéré grâce aux agissements judiciaires ténébreux d'un juge de paix, un juge aux agissements croupions pour plaire au pouvoir.

Un autre juge, celui-là un homme de bien, pour avoir été correct dans son travail se fait trainer dans les bureaux d'un avocat *tyoul* pour y rencontrer les deux plus hautes têtes de l'Exécutif qui lui infligent le plus ignominieux affront, assorti de lourdes pressions psychologiques. Moins de 48 heures plus tard, ce juge décède. C'est grave. Un membre de la sécurité rapprochée d'un sénateur de la république est abattu devant son domicile. Il est tué *frèt*. Le meurtre est attribué à des malfrats au service du pouvoir qui ont voulu, semble-t-il, «donner un avertissement» à un sénateur réputé hostile au pouvoir. Un autre sénateur vient de rapporter que le président de la république serait de mèche avec de prétendus jeunes d'organisations populaires pour faire libérer des malfrats et assassins aux fins de liquider des opposants jugés trop *dyòlalèlè* selon le pouvoir. Occasionnellement, c'est la PNH elle-même qui, sous prétexte de débarrasser la cité de présumés chefs de gangs, ira jusqu'à tuer des innocents.

Antérieurement, un ancien membre du gang Kakos de Jacmel, dénommé Cherlson Sanon a dénoncé par devant notaire les actes criminels commandités par un ex-sénateur et un sénateur en exercice. Les deux hommes sont les intimes politiques du chef suprême. On dirait les deux *boul grenn* du chef. Sanon, avec un luxe de précision, a nommé les victimes exécutées à la demande de ces maffiosi en col. Les maffieux n'ont jamais été inquiétés. Mieux, ils plastronnent. La Justice officielle, celle d'un certain ministère, a peur de la boue et de la charogne. Donc il faut caser les feuilles et couvrir la «réputation» des charognards.

Un pouvoir répressif et délinquant a déjà commencé à s'en prendre violemment aux acquis du 7 février 1986. *Pi ta ka pi tris*.

Les projections des grands aloufas du pouvoir

Par Fanfan la Tulipe

«Et si le bourgeois enrichi était plus nocif que l'uranium appauvri ?»

Philippe Bouvard*

Sorti «victorieux» de l'interpellation de ses trois ministres, ragaillardi par l'arrogance de son ministre de la Justice, la désinvolture des ministres de l'Intérieur et par le comportement je chèch du ministre des Affaires étrangères, le président Martelly s'est senti le vent en poupe. Dans la perspective d'une prochaine main basse sur d'autres fonds en provenance de l'extérieur et manifestant le naturel grand goût de la famille pour les billets verts, le chef anba kabann de la nation a rassemblé quelques-uns de ses ministres les plus plats et deux ou trois de ses tyoul préférés pour décider de la répartition du fric à venir.

Président. A la séance du mardi 5 novembre, nous les avons pris, *nou fout pran yo*. A vrai dire, je n'ai pas regardé la Télé nationale. Cette bande de cancres qui la dirigent ne savent même pas comment organiser un reportage. *Fò m fout revoke direktè a.* C'est mon Tyoul, Youyou, qui m'a rapporté le déroulement de la session. Quel grand artibonitien !

Ministre Ti Richa. Excellence, *san m pa dekoupe w*, oui, sans vous découper, et sans vouloir non plus découper en tranchettes la moralité de votre artibonitien, j'ose dire que la presse de l'opposition n'a pas mordu à l'hameçon Jalousie. L'appât ne leur a pas paru convaincant.

Président. Comment, Ti Richa, vous zozez ?

Ministre Ti Richa. Oui, président, je zoze, d'autant que je n'ai pas beaucoup reçu des 3.4 millions de l'Uruguay. Je vous rappelle que mon silence kachéfeuillant sur la transaction uruguayenne valait bien 500.000 tomates. Je n'en ai reçu que 300.000. Madame votre épouse m'a fait une scène digne d'une marchande de *piskèt* au moment du partage. *Se pa de akrèk fanm nan pa akrèk non*. Le gros de l'argent a été pratiquement partagé entre elle et Youyou qui avait réclamé ses 35%, sa marque de fabrique, *ou konn sa*.

Président. Calmez-vous, Ti Richa. N'est-ce pas que *Minis* de la pauvreté extrême *nan di m* qu'elle n'a rien reçu de l'uruguayade.

Ti Richa. Ah ça ! *Manmzèl manti kou chen*, elle a menti comme un chien, enfin, comme une chienne. Elle est d'une ruzèzté à nulle autre pareille, une canine ruzèzté, à vrai dire. Permettez que je vous dise. La devanture de sa maison avait besoin d'une couche de peinture, même pas, une couche de chaux. Elle m'a tellement emmerdé au téléphone que j'ai fini par transférer 50.000 balles à son compte, alors que la peinture ne lui aurait sans doute coûté pas plus de 1000 tomates, et la chaux, seulement quelques cinq cents gourdes. Vraiment, les gens sont sans scrupule aucun.

Président. Non Ti Richa. Vous n'auriez pas dû virer le fric à son compte. L'argent sent mauvais, et de plus ça laisse des traces. C'est comme un limaçon, un escargot…

Ti Richa. Vous voulez dire que c'est une femme escargotte, une limaçonne de femme.

Président. *Monchè, ale w lanmèd*. Je vous parle de choses sérieuses, de clarté, de diaphanéité, de limpidité, de transparence, de bienséance, de décence, de sens de gouvernance, dont il faudra faire preuve la prochaine fois, et puis voilà que vous êtes en train d'escargotter et de limaçonner. Vous zozez encore ? Passons… Qui d'autre s'est abreuvé à la fontaine uruguayenne ?

Ti Richa. Pour ça, président, il faudrait vous adresser à Youyou et à Madame. S'il n'en tenait qu'à eux deux, tout le ministère serait mort de soif. Ils ont fait preuve d'une assoiffance qui n'a d'égale que leur aloufance.

Président. Voyons, un peu de respect pour Madame, pour la gente féminine. Dans encore un peu de temps, on va vous entendre lancer koulanguiettances et koumanmances à bâbord et à tribord. Calmez-vous, j'ai des nouvelles pour vous. Vous allez pouvoir rattraper non pas le temps perdu, mais l'argent perdu. Youyou *gen nouvèl pou nou…* .

Youyou. La bonne nouvelle vient d'un pays andin. La Bolivie a décidé d'emboîter le pas à l'Uruguay, de faire un grand geste, un beau geste. Elle regrette d'avoir gardé aussi longtemps des soldats au sein de la MINUSTAH. Son acte de contrition a été à la mesure d'une réparation empreinte de détermination à damer le pion à l'Uruguay. Comme la Bolivie compte un tout petit peu plus que 10 millions d'habitants, plus exactement 10 461 053, cela signifie deux fois plus de fric que l'Uruguay. Chaque Bolivien contribuant symboliquement 1 dollar, ça fait bien un petit pactole.

Président. Comment, dans la plus pure transparence, allons-nous partager cet argent et le mettre au service du peuple ?

Tchoul Mario. Je propose que l'argent ne transite pas par l'ONU, *yo twò fouyapòt*. Ils n'ont aucun cachet, aucune discrétion, en plus que c'est une instance de gargottes à n'en plus finir.

Tchoul Ti Guy. Ce n'est pas nous qui déboursons, c'est à la Bolivie de décider du modus operandi.

Youyou. Je préfère parler de modus magouillandi. C'est simple, il nous faut envoyer à La Paz, ou à Sucre, une forte délégation composée de la première dame, du Premier ministre et d'une cohorte de quelque quinze *epav* pour persuader le président bolivien d'envoyer le pognon directement à la succursale de la Banque Nationale au palais national. Ainsi, nous pourrons décherpiller le magot à l'insu des sénateurs. Même le sénateur Moïse Jean-Charles n'en saura rien. Qu'en pensez-vous, président ?

Président. Dans la mesure où ne vous ne comptez pas vous attribuer 35% du pactole, je suis d'accord.

Youyou. 25% ?

Président. Ah Youyou ! *Ala nèg akrèk* ! Votre akrèktude dépasse les bornes. Faites preuve d'un peu de délicatesse, de finesse, d'obligeance, d'élégance. Soyez comme la première dame, ayez de la tenue et, surtout, beaucoup de retenue. Autrement, il faudra vous recommander à l'attention de Me André Michel. Vous avez toujours le goinfre en l'air, cherchant à renifler d'où vient le fric. Contentez-vous seulement de 5%, parce que *fòk «tout moun jwenn»*, selon le mot célèbre du sénateur Anacacis.

Une voix féminine intervient alors. C'est la ministre Fafane :

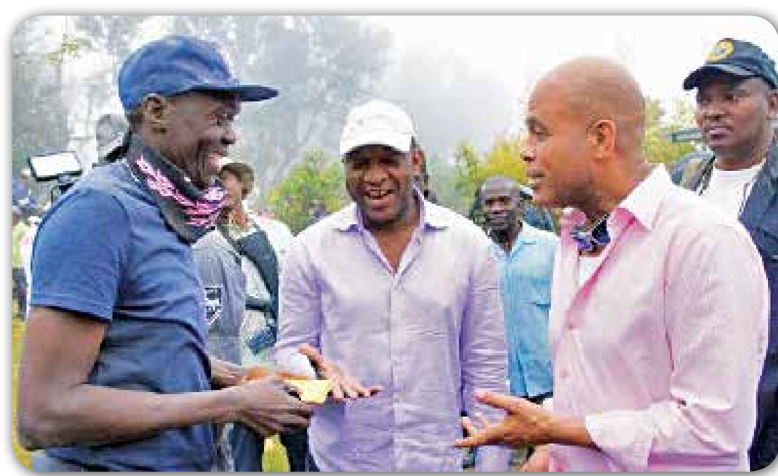
Moi je vois plus loin, plus long, plus gros et plus appétissant.

Président. Madame, me faites-vous de la concurrence ? Vous parlez comme moi, au temps où je me déhanchais sur les chars de carnaval et exhibais mon petit cul rose.

Ministre Fafane. Je suis une femme. *M wè lwen*. Je vois plus loin que vous. Mes regards se sont déjà portés vers le Brésil, un pays de 201 millions d'habitants en 2013. Imaginez les Brésiliens pris d'un soudain sentiment de culpabilité pour avoir dirigé la MINUSTAH pendant dix années d'occupation d'un pays souverain. Et que, voulant concurrencer la Bolivie et l'Uruguay, ils décident de tripler la mise. Hein ? Voilà pourquoi je disais que je voyais plus loin, plus long, plus gros et plus appétissant que vous tous. Rien d'obscène, rien de vulgaire, rien de martellysant dans mes propos. Je ne suis pas une grouilladeuse Je ne suis pas du genre grouilladant, encore moins fesses au vent. Je parle de 603 millions qui vont tomber dans l'escarcelle du pays et contribuer au relèvement du tourisme national, moribond, pour ne pas dire carrément mort.

Président. Fafane *pitit, bliye sa*, cette pactole qui viendra du Brésil va tomber directement dans l'escarcelle présidentielle ! Youyou, *papa*, adieu vos 35%. *Pèsonn p ap jwenn anyen.* Ne l'oubliez pas : l'État, c'est moi.

Ndlr. ***Philippe Bouvard,** journaliste, humoriste et présentateur de télévision et de radio français.



De gauche à droite : Tyoul Lambert, tyoul Youyou et Martelly séparant un butin



Le Minis de la pauvreté extrême n'a rien reçu de l'uruguayade



Tyoul Youyou ou Mr 35%



Le comportement je chèch du ministre des Affaires étrangères Ti Richa



Tchoul Mario

Kolektif pou Libere Ayiti ak Baz Popilè No

Nòt pou Laprès

18 novanm 1803, 18 novanm 2013, 210 lane depi papa Desalin ak troup Endijèn yo te goumen kont lame Napoleon Bonapat ak Jal Rochanmbo pou te fini ak kesyon lesklavaj epi kreye 1e repiblik nwa lib e endepandan.

Libète ou lanmò, libète ou lanmò, mo sa yo dwe sonnen nan zòrèy chak grenn ayisyen pou kenbe eritaj papa Desalin ki pat dansekole ak lokipasyon.

Poutan jodi a, Lame Minista ap taye banda sou tè papa Desalin, anvayi nou ak kolera ak konplisite dirijan raketè. Minista di li pap fè yon pa kita, yon pa nago. Poutan pèp Ayisyen deside nan lespri Ero vetyè yo fòk Minista rache manyòk li bay tè Ayiti Blanch.

Se sa k fè Kolektif pou Libere Ayiti ak Baz Popilè Nò ap dekrete semenn sa kòm Semenn Dwa Grandèt Majè Ayiti, pou ekzije Depa Minustha, denonse nazi tropikal dominiken k ap denasyonalize tout dominiken ki gen rasin yo an Ayiti, epi bat chalbari dèyè dirijan raketè ki kontinye ap trennen peyi an nan labou koripsyon, grangou ak diktati.

Jou k ap 16 novanm nan aswè, yon gran dyalòg avèk opozisyon politik pou nou poze kesyon altènativ lan epi planifye depa MINISTA, 17 novanm n ap reyalize nan Feu-vert Night Club yon gwo rasanbleman popilè nan maten. Jou k ap 18 novanm, n ap reyalize , anba je laprès nasyonal ak entènasyonal yon kokenn manifestasyon k ap soti depi wonpwen Samari pou nou al depoze yon jèb flè nan pye Ero lendepandans yo Vètyè.

Libète ou Lanmò,
Libète ou Lanmò,
Annavan, annavan
Aba lokipasyon, aba bandi legal, aba diktati

Pou Kolektif lan : Hugues Celestin
Pour Baz Popilè Nò : Andre Pierre

Okap 9 Novanm 2013

Eddy Volel di Martelly se yon malad mantal!



Eddy Volel

Nan okazyon komemorasyon lanmò Anperè Jean Jacques Dessalines jou kite 17 Oktob la, yon Foul moun te rasanble devan St Jean Bosco pou te di non ak deriv pouvwa kolon Martelly-Lamothe la ap fè nan peyi a. Anpil lidè nan opozisyon an ak tout baz nan Katye popilè yo te vin pote kole nan kokennchenn manifestasyon sa a. Eddy Voleld yon ansyen militan konbatan te deklare " pa gen okenn pwogrè ki fèt nan peyi, okontrè gen twòp baryè etranje yo mete kont avansman Peyi a. Lè nap gade MINUSTA k ap fè anpil dezòd nan tout sans. MINUSTA yon òganizasyon ki se menm lame LONI ki vini pou lapè poutan se destabilize yo vin destabilize Peyi a. Li mande pou yo renmèt Ayiti retribisyon sou tout dèt ak krim yo fè nan Peyi a; nan volè kabrit, Vyòl sou fi ak ti gason, Kidnaping ak Kolera. Jou 17 Oktòb la nou pote soutyen ak apwi nou pou n di non ak tout zak malonèt epi nou mande pou kominote entènasyonal la bay Ayiti plis respè antanke yon pèp lib.

Volel kontinye pou l di ; Li konnen tout baryè ki poze pou anpeche Peyi a avanse, paske nan fòm pouvwa restavèk, sousou, machann peyi yo plase nan tèt Peyi. Martelly pa kalifye pou l ta menm ale nan eleksyon alewè pou l vin rive prezidan, se sou lòd madan Clinton, Bill Clinton, OEA ak LONI ki lakoz yon moun tankou Martelly vin prezidan Ayiti poutan nan peyi pa yo, Martelly se yon moun ki ta dwe nan Prizon. Martelly pa yon patriyot e li pa gen okenn konpetans poul dirije Peyi a, Ane 2012 li pat fete 17 oktob men ane sa a li chwazi fè yon similak, simagri nan Ponwouj. Moun sa yo fin volè tout lajan peyi ; depi nan lajan Petro Karibe pou rive sou Lajan taks y ap volè pou al plen kont yo nan peyi letranje. Eddy mande pou peyi grannpisans yo vin pran Martelly pou mennen l sikatri pou yo ta wè si l pa fou, paske Martelly bezwen retounen ak yon sistèm pèp la te rejte depi nan lane 1986 epi limenm li bezwen dirije avi. Pandan l ap prepare fanmi l ak pitit li yo pou vin asire plas li. Martelly chita sou bay pèp la manti selman, 300000 Kay, 400000 Job, manje ap desann tout bagay pral mache, Lekòl gratis poutan se pwopagann . Nan 18 mwa li volè senk milya dola nan fon Petro Karibe a. Pèp Ayisyen pat janm travay pou jwenn jan de prezidan volè sa yo, san moral & li mande pou tout Ayisyen patriyòt ki renmen peyi a ; an n mete men nan pat la pou n trase yon egzanp sou Kolon sa yo, ki te touye Papa Desalin epoutan jodia se yo ki retounen sou yon lòt fòm pou fini ak ti rès ki rete nan peyi a .

Daniel Tercier ak Wendel Polynice

Kanntè: 5 ayisyen mouri nwaye bò Pòtoriko

18 ayisyen te pran kanntè pou al chèche lavi miyò nan lòt peyi. Lè yo rive nan yon ti zile ki rele La Mona, yon zòn danjre ki chita nan mitan Pòtoriko ak Sendomeng, manm ekipaj yo fòse yo kite bato a nan mitan lanmè a.

Se konsa, 5 pami moun sa yo jwenn lanmò yo, nwaye. Malgre tout chèche gadkòt yo chèche, se 2 kò sèlman yo jwenn, lòt 3 yo disparèt.

13 lòt moun yo te rive vivan nan zile Pòtoriko. Mèt bato yomenm te kouri chape poul yo anvan gadkòt yo te rive nan zile a.

Pa twò lontan nan mwa oktòb ki sot pase a, te genyen 4 moun ki te pèdi lavi yo akoz ti bato yo te ladan l nan te koule. Gadkot meriken yo te rive sove 11 lòt moun pami yo te genyen jamayiken ki t ap chèche mwayen rantre nan peyi Etazini.

4 moun mouri, 35 lòt blese nan yon aksidan machin

Yon kamyon chaje ak moun, anpil machandiz ki te soti Pòtoprens pou ale Jeremi chavire nan wout Wozo. 4 moun mouri, 35 lòt blese. Yo te kouri ak moun ki blese yo nan lopital Sent Antwàn nan Jeremi, yon lopital ki dapre malad yo pa ekipe ditou pou resevwa tout pasyan sa yo.

Kote polis ki ta dwe sou wout yo pou kontwole kamyon k ap fè trafik yo ? Si sèvis sikilasyon an Ayiti t ap fè travay li, pakèt aksidan machin k ap lakoz moun ap pèdi lavi yo konsa pa t ap rive paske yo t ap genyen polis nan tout estasyon yo pou anpeche machin yo boure ak moun tankou se bèt y ap mennen labatwa, anlè kou anndan yo chaje ak machandiz ki lakoz machin yo pa gen ekilib.







Aide ou commerce? Les effets délétères de la politique des États-Unis

Par Ayiti Kale je

L'aide des États-Unis et leurs politiques commerciales en ce qui a trait à la faim et à l'agriculture en Haïti au cours des trois dernières décennies s'avèrent incohérentes et contradictoires, à tout le moins, et ont été correctement caractérisées comme « *désastreuses* » et « *vénales* ».

Alors que des agences gouvernementales étatsuniennes disent que leurs programmes ont été conçus pour soulager la faim et promouvoir la production agricole, d'autres programmes ont contribué à forcer l'ouverture du marché haïtien, créant ainsi des millions de nouveaux consommateurs pour les produits agricoles des États-Unis tels que le riz, la volaille, le porc et d'autres produits tout en sapant la production agricole locale et changeant les habitudes alimentaires des Haïtiens.



Des victimes d'un ouragan rentrent chez eux après avoir reçu la nourriture des dons alimentaires des États-Unis. Les femmes ont reçu du riz, des fèves et de l'huile végétale. Courtoisie de Ben Depp

Étant donné que le secteur agricole représente encore le gagne-pain de 50 à 60% de la population, ces politiques ont eu des effets extrêmement négatifs sur l'économie dans l'ensemble. Par exemple, une étude de l'année 2006 de Christian Aid estimait que 831 900 personnes avaient été directement affectées par la baisse en 1995 des tarifs douaniers qui protégeaient auparavant le sucre, le riz et le poulet haïtiens.

Aujourd'hui, Haïti importe au moins 50% de sa nourriture, principalement des États-Unis, et est devenue la deuxième plus importante importatrice de riz des États-Unis sur la planète.

L' « aide » alimentaire aide les agriculteurs des États-Unis

Depuis des décennies, la plus grande partie de l'aide alimentaire en Haïti provient des programmes du gouvernement des États-Unis, une partie allant directement au gouvernement haïtien, une autre à différents sous-traitants tels que World Vision, CARE, ACDI-VOCA, Catholic Relief Services, et encore à d'autres agences, spécialement le Programme alimentaire mondial (PAM).

Les États-Unis constituent le plus grand donateur d'aide alimentaire dans le monde, comptant pour 56% de l'aide alimentaire à travers la planète en 2010 quand ils ont expédié 3,2 millions de tonnes métriques (MT). Le programme d'aide alimentaire non urgente, appelé « *Food for Peace* » (établi sous la rubrique « *Public Law* » ou PL 480), a coûté US$1,5 milliard aux contribuables étatsuniens pour l'année fiscale 2012.

Ce programme, mis sur pied en 1954, doit légalement reposer presque entièrement sur la nourriture produite aux États-Unis, dont au moins la moitié doit être acheminée sur des bateaux battant pavillon étatsunien. (En 2008, le gouvernement de George W. Bush autorisait un petit projet pilote « *d'approvisionnement local et régional* », mais la majeure partie de l'aide alimentaire des États-Unis provient encore de l'agriculture aux États-Unis.)

Dans son livre paru en 2010, *Travesty in Haiti*, l'anthropologue Timothy T. Schwartz déplore le tort causé par les produits alimentaires des États-Unis :

L'aide alimentaire à Haïti durant les années 1980 a triplé pour atteindre une moyenne annuelle de plus de 50 millions de dollars US de fèves, maïs, riz et blé concassés en surplus gratuits des États-Unis. En des termes plus simples, c'était assez de nourriture pour satisfaire les besoins en calories de plus de 15% de la population haïtienne.

En 2010 et 2011, 10% de la nourriture consommée en Haïti provenaient de l'aide alimentaire. Maintenant ce nombre est tombé à environ 5%, selon Pierre Gary Mathieu, directeur du Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA). Cinq pour cent, c'est déjà considérable.

« *Quand vous avez un pays qui dépend en partie de l'aide alimentaire pour fonctionner, vous êtes dans une situation réellement sérieuse*, de dire Mathieu à Ayiti Kale Je (AKJ). *En d'autres termes, cette aide alimentaire devient un élément stratégique et politique [et] l'aide alimentaire que vous avez est de l'aide alimentaire importée, qui vient d'outre-mer. Mais, paradoxalement, au moment où l'aide alimentaire est distribuée dans certaines régions, dans d'autres vous connaissez une surproduction.* »

Les États-Unis sont le seul pays dans le monde à obliger que la majeure partie de son aide alimentaire provienne de la nourriture produite sur leur territoire. Outre de devoir être mise en question pour les raisons soulevées par cette exigence fait aussi augmenter le coût pour faire parvenir la nourriture aux nécessiteux d'au moins 23% et parfois jusqu'à plus de 50%. À cause de cette contrainte draconienne – visant à fournir des clients aux planteurs étatsuniens – l'aide alimentaire des États-Unis, y compris l'aide d'« urgence », met en moyenne cinq mois pour arriver à destination. D'après un récent rapport de l'USAID, l'aide alimentaire des États-Unis à Haïti coûte 1096 $ US par tonne métrique livrée, une augmentation de 100% par rapport à l'année 2005 où le coût était de US$583.

« *Seulement 40 cents de chaque dollar du contribuable dépensé pour l'aide alimentaire internationale achètent effectivement les aliments nécessaires aux affamés* », selon Christopher Barrett, professeur à l'université Cornell et auteur de *Food Aid After Fifty Years: Recasting Its Role*.



La nourriture de l'USAID est stockée dans une clinique de santé avant d'être distribuée à la communauté. Courtoisie de Ben Depp

Un autre aspect de la loi actuelle concerne la « monétisation » de l'aide alimentaire, à travers quoi le gouvernement des États-Unis achète la nourriture de ses planteurs et l'envoie à des organisations internationales d'aide ou à des gouvernements étrangers. Ces derniers vendent alors la nourriture afin d'obtenir des liquidités pour des programmes.

De nombreuses études, dont celles émanant du *Government Accountability Office* (GAO), ont émis des critiques à l'endroit de ces programmes pour le gaspillage et comme étant nuisibles aux cultivateurs des pays pauvres. Une étude du GAO datée de 2011 révèle que sur une récente période de trois ans, la monétisation a dilapidé US$219 millions qui auraient pu servir aux personnes souffrant de la faim. Mais ce qu'il y a de pire, et qui touche directement Haïti, selon le rapport : « *L'USAID et l'USDA [U.S. Department of Agriculture] ne sont pas en mesure de garantir que la monétisation n'a pas d'incidence négative sur le marché*, comme celle de *décourager la production alimentaire chez les fermiers locaux.* »

Pendant des années, des organisations de développement telles qu'Oxfam et même CARE ont critiqué cette pratique.

Jusqu'à récemment, des millions de dollars de riz, de fèves, de blé, de farine de blé, d'huile végétale, et d'autres produits des États-Unis ont été monétisés en Haïti chaque année. Par exemple, entre 2008 et 2010, environ 100 000 MT d'aliments – principalement du blé et de la farine – ont été monétisés en Haïti. L'argent a été versé à des sous-traitants de l'USAID et le gouvernement a perçu des frais de manutention d'entre 2% et 5%, selon le GAO.

L'anthropologue Schwartz dit qu'en 1980, Haïti « était tellement submergée *d'aliments excédentaires provenant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, que les marchands de Port-au-Prince se sont rapidement mis à exporter du blé concassé vers Miami* ».

Aujourd'hui, la monétisation se fait moins courante, mais aussi récemment qu'en septembre 2012, le gouvernement japonais a fait don au gouvernement haïtien de 8 660 MT de riz états-unisien qui ont ensuite été revendus à des grossistes haïtiens.

D'après le rapport *Sak Vid Pa Kanpe* (Un sac vide ne tient pas debout) de 2010 sur les effets de l'aide alimentaire des États-Unis sur les droits de la personne en Haïti (par Partners in Health/Zanmi Lasante, The Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights et un groupe de la faculté de Droit de NYU), « *au cours des 20 dernières années, 1,5 millions de tonnes d'aliments cultivés aux États-Unis* » sont entrés en Haïti comme aide alimentaire d'urgence.

La Loi agricole et l'« aide sociale aux entreprises »

Aux États-Unis, l'aide alimentaire est prévue à la Farm Bill ou Loi agricole, une loi renouvelée tous les cinq ans par le Congrès. Dans un projet de loi pour 2012, l'administration de Barack Obama a tenté d'introduire des réformes qui auraient pour effet d'éliminer le lien entre l'aide alimentaire des États-Unis et les aliments produits par les États-Unis, et de réduire le recours à la monétisation. Ces changements et d'autres permettraient la livraison de davantage d'aide plus rapidement et à moindre coût pour les contribuables, selon l'USAID.

Cependant, ce que certains appellent l'« *industrie de la faim* » est une affaire très lucrative, comme le démontrent nombre d'études et d'articles et ceux qui en sont les bénéficiaires se sont opposés au projet de loi.

Les entreprises agroalimentaires comme Archer Daniels Midland, les compagnies maritimes et certaines des importantes agences de distribution d'aide alimentaire – dont ACDI-VOCA, World Vision et Technoserve, toutes présentes en Haïti – ont mené des campagnes de lobbying contre les suggestions de l'administration. L'été dernier, un projet de loi a été adopté au Sénat, mais est actuellement bloqué à la Chambre.

« *Il risque d'y avoir une prolongation d'un* an, » a indiqué Eric Muñoz, conseiller politique principal en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire d'Oxfam America à AKJ, lors d'une entrevue téléphonique le 6 septembre.

Le Farm Bill est également la loi qui fournit d'énormes subventions et d'autres soutiens financiers – qui s'élèvent à entre $US10 et 30 milliards par année – aux fermiers des États-Unis et aux entreprises agroalimentaires, dont une partie serait supprimée si la version modifiée du Farm Bill est adoptée.

Dans son excellent article concernant la politique agricole du riz entre les États-Unis et Haïti, « *Diri Nasyonal ou Diri Miami* » (« Riz national ou riz de Miami ») dans l'édition de juillet 2013 de *Food Security*, le chercheur principal d'Oxfam America, Marc Cohen, note que : « *[e]ntre 1995 et 2010, le gouvernement des États-Unis a versé près de US$13 milliards en subventions à 70 000 planteurs de riz* ». Riceland, dont le riz est commercialisé sous la marque « Tchako » en Haïti, s'est adjugé US$500 millions au cours de cette période.

Le projet de nouveau Farm Bill de l'administration modifie les subventions et autres paiements aux fermiers et entreprises agroalimentaires, mais l'effet – s'il y en a – que ceux-ci auraient sur la production et les prix du riz aux États-Unis demeurent incertain.

Dans l'ensemble, il est facile de comprendre pourquoi certains qualifient le Farm Bill de 2008 d'« *aide sociale pour les entreprises* ».

L'une des parties de la loi prévoit des subventions pour les entreprises agroalimentaires et les fermiers, dont plusieurs sont des millionnaires, d'après de nombreuses études. Une autre partie de loi garantit que chaque fois que le gouvernement des États-Unis et ses sous-traitants décident que des gens ont faim quelque part les fermiers, les entreprises agroalimentaires, les entreprises de transformation alimentaire et les expéditeurs des États-Unis ont des clients garantis pour leurs produits.

Le lien est clair pour les législateurs. L'été dernier, un sénateur démocrate faisant pression pour l'adoption du nouveau Farm Bill – qui maintient

Suite à la page (18)

La contestation populaire anti-Martelly va en grandissant



La bourgeoisie compradore est très inquiète depuis la manifestation du 7 novembre qui a drainé une foule immense dans les rues de Port-au-Prince avec des slogans anti Martelly/Lamothe.

Par Jacques Kolo Pierre

La visite de Dessalines chez son compère Pétion ne s'était pas faite sans heurts, puisque l'homme de Marchand Dessalines avait été reçu à coup de jets de pierres. Une façon de signifier qu'il n'était pas le bienvenu dans le fief de Pétion (Pétion-Ville).

Tout ceci n'est autre qu'une figure de style pour expliquer l'esprit qui animait la manifestation du 7 novembre dans les rues de la capitale contre le régime de Michel Martelly qui fait face à des commotions sociales de plus en plus monstres. Les organisateurs de la marche issus des organisations de la mouvance Lavalas: «Mouvman Gran Bèlè», «Fòs patriyotik pou Respè Konstitisyon» (FOPAK) ont compris la nécessité de manifester au cœur de Pétion-ville réputée fief du président Martelly et qui est devenue le poumon économique de la capitale. Pétion-Ville, en plus d'être le lieu par excellence de la richesse, est connue pour ses magasins et hôtels de luxe qui contrastent avec la misère dans les bidonvilles sur les hauteurs. Le Centre-ville de Port-au-Prince communément appelé le bord de mer est désaffecté depuis belle lurette. Tous les grands magasins et autres activités lucratives ont déménagé pour de bon surtout après le tremblement de terre du 12 Janvier 2010.

En clair, et dans ce contexte, une manifestation au bas de la ville revêt aujourd'hui une moindre importance comparée à une démonstration de rue à Pétion-Ville où les secteurs économiques et d'affaires de Port-au-Prince ont leur commerce et business. La bourgeoisie compradore est très inquiète depuis la manifestation du 7 novembre qui a drainé une foule immense dans les rues de Port-au-Prince avec des slogans anti Martelly/Lamothe. La lutte politique de l'opposition démocratique et des organisations populaires pro-lavalas devient beaucoup plus substantielle et même très serrée. Le régime Martelly/Lamothe a du pain sur la planche. Les données ont changé désormais au point que l'inquiétude envahit la Communauté internationale (l'ONU, l'OEA et des pays dits amis d'Haïti). Cette Communauté internationale qui soutient les yeux fermés le régime Martelly/Lamothe demande la reprise des négociations entre tous les secteurs politiques en vue d'arriver à un accord. Il est de bon ton de poser la question à savoir, y avait-il déjà eu de vrais pourparlers politiques entre les forces vives du pays et le pouvoir en place ? Est-ce là vraiment l'origine de la crise ?

Pourquoi la Communauté internationale demande-t-elle la reprise de négociations politiques? Dans son communiqué, elle enjoint les acteurs politiques haïtiens de «continuer le processus de dialogue enclenché le 14 octobre 2013 entre l'Exécutif et le Législatif afin d'arriver à une solution de consensus sur les questions politiques clés». Le Législatif haïtien, dans l'état actuel des choses, peut-il prendre sur lui-même le risque ou la responsabilité de négocier au nom de la population haïtienne. Un Législatif qui fait les frais aient lieu entre la 49e Législature et l'Exécutif, alors que la gestion de la République concerne tous les citoyens haïtiens. «Un tel accord permettra le fonctionnement continu des institutions et la tenue d›élections libres, équitables et inclusives qui sont des conditions nécessaires pour le renforcement de la bonne gouvernance et pour la création d'un cadre propice au développement socio-économique au profit du peuple haïtien», écrivent la Représentante du Secrétaire General des Nations-Unies ainsi que les Représentants spéciaux et les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de l'OEA et de l'Union Européenne accrédités à Port-au-Prince.

On n'a pas besoin d'accord négocié pour la réalisation d'élections en Haïti. La Constitution haïtienne a déjà fixé la limite de chaque pouvoir constitué, ainsi que des institutions formant l'ossature de l'Etat. Le gouvernement qui est l'émanation de l'Etat haïtien est chargé de réaliser les élections séquentielles avec un Conseil Electoral Permanent. Le Législatif n'a pas la responsabilité constitutionnelle de mener des négociations avec l'Exécutif pour



Martelly, Tolbert Alexis et Desras

d'un régime arnaqueur et prévaricateur. La Chambre des députés, une composante du Législatif haïtien, est pratiquement acquise à la cause du pouvoir en place au prix fort. Le président Martelly a créé une majorité artificielle à la Chambre basse à coup d›argent, de promesses électorales et de petits projets, paralysant ainsi le travail de contrôle de l›Exécutif par le Législatif. Le Sénat de la République, amputé de 10 de ses membres, est également dans le collimateur de la présidence. Difficile à trouver le quorum nécessaire pour réaliser des séances (16 sénateurs sur 20). Le Sénat qui est une assemblée politique, ne peut jouer, lui aussi, son rôle constitutionnel de veiller aux activités de l'Exécutif. L'Exécutif en place veut s'accaparer des pouvoirs Législatif et Judiciaire. A titre d'exemple, la liste des dix membres choisis par le Sénat de la République envoyée a l'Exécutif pour siéger à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) n'a jusqu'ici pas été suivie d'effet. Le président déclare s'arroger le droit d'enquêter sur le travail qu'a réalisé le Sénat en tant qu'institution indépendante de l'Etat. Au fond, il n'en est rien. L'exécutif haïtien ne veut pas que les nouveaux contrôleurs se rendent compte de toute la gabegie administrative qu'il a instituée au sein de l'appareil d'Etat. Et aussi, les proches du pouvoir qui ont manipulé des fonds publics et qui veulent briguer un poste électif doivent avoir un avis favorable de la CSCCA sur leur gestion, avant qu'ils en trouvent décharge de leur gestion auprès du Sénat.

Donc, la Communauté internationale trouve dans le Législatif une proie facile. C'est pourquoi, elle insiste pour que des négociations politiques l'Organisation de joutes électorales et encore moins pour faire fonctionner les institutions de l'Etat. Il revient à l'Exécutif d'assurer le bon fonctionnement des institutions républicaines du pays. La Communauté internationale est dans ses petits souliers avec un régime qui devient trop encombrant. Il est clair que les pays dits amis d'Haïti, la MINUSTHA, l'OEA et autres ont échoué dans leur volonté d'exporter en Haïti une démocratie « made in America » . Il est de la responsabilité des haïtiens de choisir librement leurs élus dans le cadre de la construction démocratique dans cette République noire des Caraïbes.

D'ailleurs, le président Martelly n'a pas l'intention de négocier. Sa dernière exigence aux présidents du Sénat et de la Chambre des députés, Dieuseul Simon Desras et Jean Tolbert Alexis de se munir d'un mandat de leur assemblée respective les habilitant à conduire des négociations politiques avec l'Exécutif en est une preuve patente. Le président haïtien agit en irresponsable depuis sa prise de fonction. Le pays est en pleine crise constitutionnelle. Il s'en fout. Il préfère se rendre aux Gonaïves pour annoncer que le carnaval 2014 aura lieu dans le chef-lieu du Département de l'Artibonite. Comme si le pays souffrait d'un problème de carnaval. Le peuple crie son ras-le-bol face à une politique plus que suicidaire mise en place par le régime au détriment des masses rurales et urbaines, tandis que le président fait la fête avec son «Pa banm kou», le «Rhum des connaisseurs».

Et Dieuseul Simon Desras a raison de dire que toute négociation avec l'Exécutif doit nécessairement passer

Suite à la page (14)

Haïti, vue de l'intérieur (9)

Logements sociaux et habitat en Haïti (deuxième partie)

Par Catherine Charlemagne

Outre les organismes publics s'occupant de logements sociaux et de l'habitat qu'on a déjà signalés dans la précédente chronique, il y a aussi le Ministère des Travaux Publics Transports et Communication (MTPTC). Si sa vocation première n'est pas la construction proprement dite de logements sociaux, il ne reste pas moins, par sa fonction étendue dans le domaine des travaux publics, un acteur de premier ordre pour les pouvoirs publics. Pour l'instant, même avec les différentes entités autonomes du MTPTC et les autres institutions publiques, les gouvernements ne sont jamais arrivés à se poser la question pourquoi le pays est si dépourvu de logements sociaux et d'habitat en général ? Manquait-il un cadre légal comme le pensait l'administration Martelly-Lamothe pour permettre aux secteurs publics et privés d'aborder sereinement et de façon radicale le problème du logement en Haïti ? Justement voyons comment est logée la population haïtienne. La crise du logement dans ce pays, il est vrai ne date pas d'hier. Si certains régimes ont bien laissé quelques lois régissant les droits et devoirs des propriétaires aussi bien que des locataires, bizarrement logement social et habitat ont toujours été banalisés par tous les acteurs étatiques. Certes, depuis quelque temps le *Mouvement de Solidarité avec les Sans-Abri d'Haïti* (MOSOSAH), une association d'aide aux sans-abris essaie de guider les plus vulnérables à trouver un logement dans la région de Port-au-Prince.

Mais ses actions restent fort limitées faute de moyens.

Soulignons le lancement entre autres d'un « Observatoire du logement » par cette association en vue de sensibiliser la population en général et les pouvoirs publics en particulier sur cette problématique. On n'oublie pas non plus de signaler l'activisme du *Groupe d'Appui aux Réfugiés et aux Rapatriés* (GARR) auprès du gouvernement et des instances internationales en matière de logements. Mais il ne revient ni à MOSOSAH ni à GARR d'entreprendre la construction de logements sociaux dans le pays. D'ailleurs, ils n'en ont pas les moyens et ce n'est point leur vocation. En tout cas, vu qu'il n'existe pas vraiment d'organismes influents et reconnus s'occupant de la question de logement, l'Etat qui aurait dû encourager et dynamiser le secteur de la construction publique et privée garde un silence qui en dit long sur la vision de ceux qui ont dirigé le pays depuis toujours. Se contentant de leur confort privé (résidence) et public (les Palais de la République), les dirigeants haïtiens ne se souviennent pas qu'il existe un droit inaliénable pour loger, éduquer et nourrir leurs concitoyens.

Depuis les années 50 sous la présidence du général Paul Eugène Magloire quelques cités-dortoirs avaient été construites dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince : Cité militaire, Cité Saint Martin, Magloire etc. Ces cités destinées avant tout aux militaires et leurs familles avaient quand même la vocation d'être des cités populaires avec des logements à caractère social. En province aussi, le gouvernement avait érigé des Cités à Hinche, aux Cayes, aux Gonaïves, entre autres. Les Duvalier avaient réaménagé et rénové la Cité Saint Martin où jusqu'à maintenant quelques uns de ces logements sociaux subsistent encore, mais dans quel état ! Ensuite, il y a eu la fameuse Cité Simone réalisée par les Duvalier pour loger dans un premier temps des paysans ramenés de force pour acclamer le dictateur Papa Doc. Puis cette Cité a été transformée en dortoir pour les Tontons Macoutes et militaires.Enfin, livrée à tous.

Au fil des années sous les Duvalier, cet endroit comportait quelques logements sociaux du même type que ceux de la Cité Saint Martin. Mais la Cité tombait en déchéance bien avant la fin de la dictature de Jean-Claude Duvalier. Devenue Cité Soleil au départ de Baby Doc Duvalier, elle est érigée en Commune sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide, en 2002. Mais là encore, cela n'entrait pas dans une politique de logements à caractère social à grande échelle puisque sans aucune infrastructure nouvelle ni aménagement.

De toujours, la population, pour se loger, se débrouille comme elle le peut. Dans les grandes villes le marché des logements est une mine d'or, livré à quelques particuliers. Quelques privilégiés qui ont la chance de posséder une maison faite de bric et de broc, sans être réellement construite à cet effet. Les quelques rares propriétaires possédant des résidences ayant un minimum de confort se comptent sur les doigts d'une main. Et encore, souvent ces logements laissent à désirer. Seuls les quatre murs comptent. Ils ne s'accordent ni à un réseau d'eau potable qui lui-même est inexistant, ni à l'électricité qui est en trompe l'œil. Mal entretenus, voire insalubres, ces logements ne sont en fait que de nom. Pourtant ils se louent au prix fort. Vu que la demande dépasse largement l'offre, n'importe quel baraquement en Haïti dans la capitale comme dans les grandes villes est une mine d'or dont les propriétaires tirent un profit de manière indécente et sans scrupule.

L'arrivée de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MUNISTAH) en 2004, va encore bouleverser toutes les données, au pire, naturellement en matière de logement et de l'habitat. Le moindre ajoupa se loue à des prix astronomiques et mieux encore en dollar américain. Les propriétaires calquent leur marchandise sur le coût de la devise américaine arrivée dans les bagages des soldats et fonctionnaires onusiens qui ne marchandent pas et s'approprient tous habitats ayant seulement une ressemblance d'un logement. Idem d'ailleurs pour les hôtels de la capitale et du pays. Le séisme de janvier 2010 va anéantir, une fois pour toute, le rêve de la famille modeste haïtienne d'habiter dans un logement décent. Là l'on ne parle point de logement social.

Puisque la demande explose, l'offre elle-même n'existe quasiment plus à Port-au-Prince et ses faubourgs. Avec plusieurs milliers de familles larguées dans les rues, des institutions publiques et privées foudroyées en se transformant en poussière, le peu de maisons habitables restant debout ou fissurées ont été prises d'assaut par les plus fortunés. La fracture sociale n'existe plus. Les riches vont être plus riches et les pauvres, plus pauvres. C'est la cassure.

Les pouvoirs publics dans tout cela regardent en spectateurs alors qu'ils doivent et devraient intervenir pour secourir, aider les plus vulnérables. Plus pauvres. Plus abandonnés. La flambée des prix atteint son paroxysme dans la région de Port-au-Prince comme en province avec la très forte immigration intérieure enregistrée dans les premiers jours, semaines et mois qui ont suivi la catastrophe.

(A suivre)

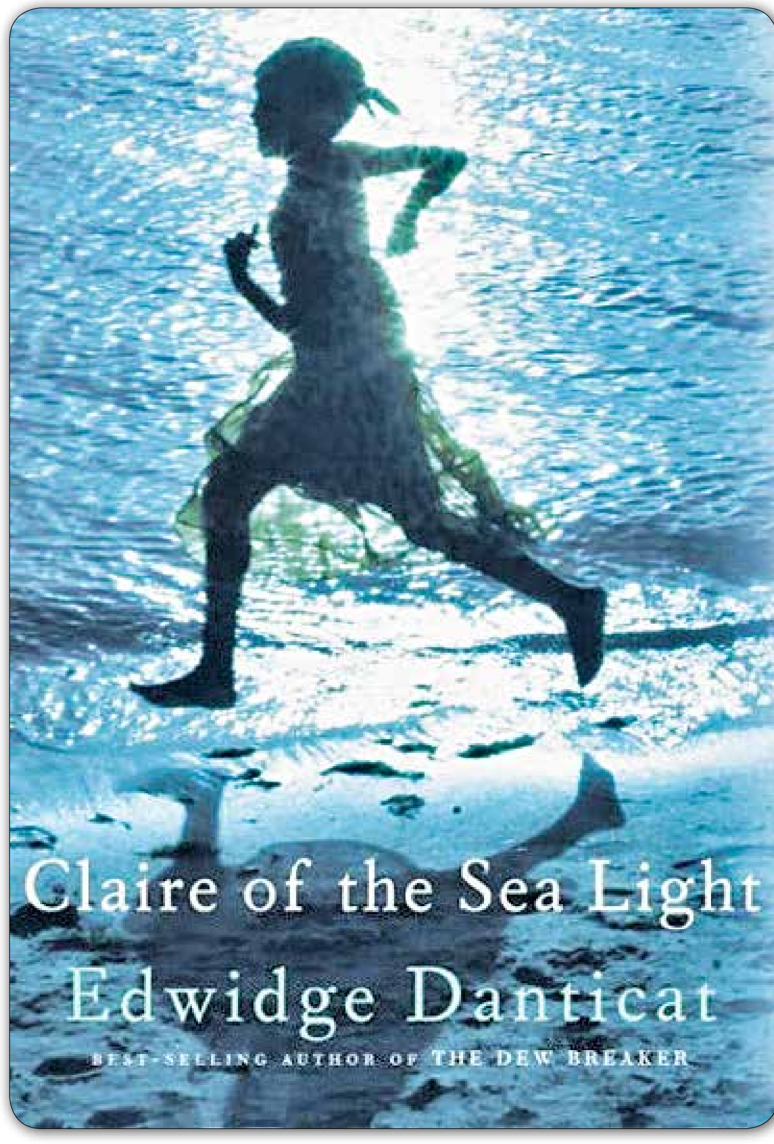
C.C

Illuminating Haiti's Plight



Author Edwidge Danticat

by Greg Dunkel



A review of *Claire Limyè Lanmè – Claire of the Sea Light,* a novel by Edwidge Danticat, Alfred A. Knopf, New York, 2013

This fine insight-filled novel interlaces characters ranging from the 7-year-old girl whose name is the book's title, to a well-off shop keeper, the town's undertaker and mayor, a radio journalist, the owner of the local school, some gangsters, and the girl's father, a poor fisherman. These characters let Danticat examine a lot of issues that affect Haiti.

She examines the issues of justice and violence, poverty and education, environmental exhaustion, how the dead are buried, how children play, how people celebrate, and the relations between Haitians in the diaspora (outside Haiti) and those who haven't left. Using her imagination to build the connections, Danticat makes the reader experience Haiti on a personal level.

In a real sense, the town and the sea are characters in this novel, which change, interact, and are affected by the poverty-stressed economy of Haiti like the more conventional human characters.

Set before the earthquake, in the seaside town of Ville Rose, modeled on Léogâne, the home town of Danticat's mother, with elements from the other seaside towns Danticat knows, the novel begins with Claire's father deciding to give her to the shopkeeper on her birthday so she can have a better life. Her birthday is the day when she and her father go to the cemetery and visit the grave of her mother, who died giving birth to Claire.

Claire runs away and doesn't come back into the book until its end. The novel is written in English, which is not Danticat's mother tongue. Whenever she wants to express something which is essentially Haitian, she turns to *kreyòl*. Claire Limyè Lanmè is a *revenan*, a child born as her mother dies. She plays *wonn*, a children's dancing game. The radio station that is an important element in the story is called Radio *Zòrèy*, Radio Ears. But the *kreyòl* flows much more naturally than the English translation.

There is a classic Haitian novel called *Gouverneurs de la Rosée* (translated into English as *Masters of the Dew*), which Jacques Roumain wrote in French, a language with deeper historical roots in Haiti than English, but which is still not the mother tongue of almost all Haitians.

When Roumain wants to depict the *vodou* rituals that occur in his novel, which is set in the rural Haiti of the 1930s, he uses *kreyòl* to capture the flavor, the essence of the scene.

There are other echoes of *Gouverneur* in *Claire*. Towards the end of the book, when the mayor-undertaker visits his old friends the schoolmaster, he explains his absence by talking about a meeting with the mother of a young man who got a machete in his gut from a land dispute. This recalls the incident that starts the struggle over land between two family factions in *Gouverneur*, an incident that was key to the whole structure of that novel.

Both novelists use their skills and imaginations to bring to their readers a serious examination of the social conditions of Haiti – Roumain of course focusing on the Haiti of the 1930s and '40s, Danticat on Haiti today. In *Gouverneur,* the land is a character that changes and interacts with the other characters. In *Claire*, it is the town of Ville Rose and the sea.

Jacques Roumain was one of the founders of the Haitian Communist Party and his book reflects his political viewpoint. He lived in a Haiti, where Élie Lescot, the president elected in 1943, gave him a job in the Haitian Consulate in Mexico.

It is hard to imagine the current Haitian president, Michele Martelly, offering a job of any sort to Edwidge Danticat. And even more unimaginable that she would accept it. She might or might not share all of Roumain's political outlook, but she does certainly share his deep concern for the poor and working people of Haiti.

Her book illuminates their plight, their suffering, and the hopes that sustain them. It is well worth reading.

Measuring Hunger

by Haiti Grassroots Watch

In Haiti and in many countries around the world, hunger is "measured" by U.S. contractors and agencies. The statistics and predictions of who will suffer "stressed" or "crisis" food insecurity come from a U.S.-government funded program called Famine Early Warning System Network or "FEWS NET."

Founded by the U.S. government in 1984 after deadly famines in Africa, today "FEWS NET III" has a five-year budget of US$200 million, operates in 36 countries, and "plans to expand over the coming four years," according to FEWS NET literature.

FEWS NET is run in Haiti and around the world by a U.S. contractor, Chemonics International. In addition to managing FEWS NET in Haiti, the firm also executes USAID's US$126 million dollar WINNER agricultural program and has received at least $173 million in earthquake-related funding over the past three years. Chemonics is said to be the largest private recipient of USAID contracts worldwide. Chemonics has been criticized by the Government Accountability Office (GAO) and others for sloppy work and lack of accountability.

Using data from U.S. agencies like United States Geological Survey (USGS), the National Aeronautics and Space Administration (NASA) and the United States Department of Agriculture (USDA), Chemonics technicians work with local field staff to analyze prices, rainfall, and other factors. This process results in "Food Security Outlook" reports.

For example, the FEWS NET prediction for July-December 2013 notes: "Production from spring harvests will be 20 to 30 percent less than usual due to a shortage of seeds, together with the late start of the rains and the string of dry spells. Ongoing harvests in areas with normal rainfall have brought down food prices in these parts of the country. However, prices in most areas are still 15 percent above those of July of last year. With the poor 2012 harvest, this year's lean season began unusually early and extended beyond the end of June in many areas, which is unusual. Mediocre crop performance and poor climatic conditions sharply reduced demand for agricultural labor, the source of approximately 30 percent of the annual income of poor households."

The FEWS NET recommendations and numbers are used by the UN's Organization for the Coordination of Humanitarian Assistance (OCHA) and by many local and foreign humanitarian agencies, including food aid providers worldwide, the largest of whom is the U.S. government. [See Aid or Trade?]

Haiti's Coordination Nationale de Securité Alimentaire (CNSA or National Coordination for Food Security) also uses the FEWS NET reports in its publications and collaborates closely with the office.

CNSA Director Pierre Gary Mathieu told HGW that about 80% of his agency's activities and programs are funded and/or executed by foreign institutions like USAID, the World Food Program, and the European Union. CNSA's budget and government funding runs only about 14 million gourdes (about US$325,500). When CNSA wants to do a study or carry out another activity, it has to seek approval and funding from one if its partners.

Foreign actors prefer to have CNSA execute the studies, Mathieu explained, because they all use the numbers to justify their budgets and raise money for their programs.



Pierre Gary Mathieu, director of Haiti's National Coordination for Food Security (CNSA), says that about 80% of his agency's activities and programs are funded and/or executed by foreign institutions like USAID, the World Food Program, and the European Union

"Don't forget, all those agencies are in Haiti to operate, and they need data, whether it's the World Food Program (WFP), the UN Food and Agriculture Program (FAO), or USAID," he said. "If it were WFP or the FAO doing the study, journalists would ask questions, and wonder: 'Is WFP trying to justify something? Is USAID trying to justify something?' Therefore, when a… national agency does the study… it works in everyone's interest."

During another part of the July 2012 interview, however, Mathieu noted that once a foreign-funded study is completed, CNSA is barred from publishing until the funder has signed off.

"You give them the document and they validate it," Mathieu told HGW, adding that he agrees with this step, since it assures the final report will be up to "standards."

But not all actors feel the same way. Doudou Pierre Festil, a farmer who is also member of a national peasant movement and the coordinator of a network of about 200 farmers' associations and other organizations known as Réseau National Haïtien pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire (RENAHSSA – National Network for Sovereignty and Food Security) claims that while the CNSA often participates in RENAHSSA activities, the agency is at the beck and call of its "partners."

"Those NGOs are the ones supplying the information," Festil said. "Yes, the information appears to be good, but I think the CNSA should stop being subservient to the same NGOs that are distributing food aid." (Note: FEWS NET is not funded by "NGOs." It is 100% funded by the U.S. government.)

For the years 2009-2013, the U.S. government gave Haiti US$381.8 million dollars worth of food aid: 274,030 metric tons, according to agency documents. Most of the food was purchased from U.S. agribusinesses and went to the WFP, organizations like CARE, World Vision, and ACDI-VOCA, or to the Haitian government.

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti. This series distributed in collaboration with Haïti Liberté.

LE SABOTAGE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX AMÉRICANO-IRANIENNES

Par James Petras*

Israël achète le Congrès US

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est intervenu depuis Tel-Aviv pour condamner toute possibilité d'accord entre le groupe 5+1 et l'Iran. Pour saboter les négociations de Genève, son gouvernement a mobilisé ses puissants relais aux États-Unis, qui ont eux-mêmes mobilisé les parlementaires et les journalistes qu'ils ont corrompus. Le professeur James Petras décrit ici la manière dont Israël impose ses objectifs au Législatif et à l'Exécutif états-uniens depuis une cinquantaine d'années.

« Les groupes politiques pro-Israël tels que le AIPAC travaillent avec un financement illimité à détourner la politique américaine dans la région (du Proche-Orient). »
Jack Straw , membre (travailliste) du Parlement et ancien ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni.

***

« Les États- Unis devraient lancer une bombe atomique sur l'Iran pour inciter le pays à mettre fin à son programme nucléaire. »
Sheldon Adelson, le plus grand donateur du Parti républicain et un grand collecteur de fonds pour les comités d'action politique pro-israéliens, discours à l'Université Yeshiva à New York, le 22 Octobre 2013.

La question de la guerre ou de la paix avec l'Iran repose sur les politiques adoptées par la Maison-Blanche et le Congrès. Les ouvertures de paix de Rohani, le président iranien nouvellement élu, ont résonné favorablement dans le monde entier, sauf avec Israël et ses acolytes sionistes en Amérique du Nord et en Europe. La première séance de négociation s'est déroulée sans récrimination et a donné lieu à une évaluation optimiste des deux côtés. Précisément à cause de cette réponse initiale favorable, le gouvernement israélien a intensifié sa guerre de propagande contre l'Iran. Ses agents au Congrès, dans les médias et dans l'Exécutif sont mobilisés pour saper le processus de paix. Ce qui est en jeu, c'est la capacité d'Israël à mener des guerres par procuration à l'aide de l'armée des États-Unis et de ses alliés de l'Otan contre tout gouvernement contestant la suprématie militaire israélienne au Proche-Orient, l'annexion violente du territoire palestinien et sa capacité à attaquer n'importe quel adversaire en toute impunité. Pour comprendre ce qui est en jeu dans les négociations de paix en cours, il faut envisager les conséquences d'un échec : sous la pression d'Israël, Washington s'est déclaré prêt à activer ses armées —il s'agirait concrètement de frappes de missiles et d'une campagne de bombardement contre 76 millions d'Iraniens en vue de détruire leur gouvernement et leur l'économie—. Téhéran pourrait riposter contre une telle agression en ciblant les bases militaires US dans la région et les installations pétrolières du Golfe ce qui provoquerait une crise mondiale. C'est ce que veut Israël. Nous allons commencer par examiner le contexte de la suprématie militaire d'Israël au Proche-Orient. Nous allons ensuite procéder à l'analyse de l'incroyable pouvoir d'influence d'Israël sur le processus politique états-unien et comment il façonne le processus de négociation aujourd'hui, avec un accent particulier sur son pouvoir au Congrès.

Le contexte de la suprématie militaire israélienne au Proche-Orient

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Israël a bombardé, envahi et occupé plus d'États du Proche-Orient et d'Afrique que n'importe quelle autre puissance coloniale précédente, excepté les États-Unis. La liste de ses victimes comprend : la Palestine, la Syrie, le Liban, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Soudan et le Yémen. Si l'on inclut les États où Israël a lancé des attaques et des assassinats terroristes quasi-clandestins, la liste serait grandement élargie pour en inclure une douzaine en Europe et en Asie —y compris les États-Unis—.

La projection de la puissance militaire d'Israël et sa capacité à mener des guerres offensives à volonté sont accompagnées d'une impunité quasi-totale. En dépit de ses violations répétées du droit international, y compris ses crimes de guerre, Israël n'a jamais été condamné par un tribunal international ou soumis à des sanctions économiques parce que Washington utilise son veto au Conseil de sécurité de l'Onu et la pression de ses alliés de l'Otan et de l'UE.



La stratégie israélo-CPS est conçue pour ouvrir la voie à une confrontation entre les Etats-Unis et l'Iran, en utilisant ses agents dans l'Exécutif ainsi que sa corruption et son contrôle du Congrès américain.



Des manifestants dénonçant le AIPAC un groupe politique pro-Israël travaillant avec un financement illimité à détourner la politique américaine dans la région du Proche-Orient



À la fin octobre 2013, le secrétaire d'État Kerry était interrogé pendant sept heures par le Premier ministre israélien Netanyahu. Le lâche Kerry a promis de promouvoir l'agenda d'Israël en démantelant le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran.



Le secrétaire d'État Etats-unien John Kerry dialoguant avec le ministre des Affaires étrangères Iranien Mohammad Javad Zarif

La suprématie militaire d'Israël a moins à voir avec le rayonnement techno-industriel inhérent de ses fauteurs de guerre et plus à voir avec les transferts et le vol pur et simple de la technologie nucléaire, chimique et biologique et des armes des États-Unis [1]. Les sionistes d'outre mer, aux États-Unis et en France, ont joué un rôle stratégique dans le vol et l'expédition illégale de la technologie nucléaire et de composantes d'armes en Israël, selon une enquête menée par l'ancien directeur de la CIA, Richard Helms.

Israël maintient d'énormes stocks d'armes biologiques et refuse tout accès à des inspecteurs internationaux d'armement et n'est pas tenu de respecter les traités de non-prolifération des armes nucléaires et chimiques en raison de l'intervention diplomatique états-unienne. Sous la pression de la « Configuration du pouvoir sioniste » (CPS), Washington a bloqué toute action qui pourrait limiter la production par Israël d'armes de destruction massive. En fait, les États-Unis, en violation du droit international, continuent de fournir à Israël des armes stratégiques de destruction massive pour qu'il les utilise contre ses voisins.

L'aide militaire US et les transferts de technologie vers Israël ont dépassé 100 milliards de dollars au cours du dernier demi-siècle. L'intervention diplomatique et militaire US était cruciale pour sauver Israël de la défaite pendant la guerre de 1973. Le refus du président Lyndon Johnson de défendre le navire de renseignement désarmé, l'USS Liberty en 1967, après qu'il eut été bombardé et couvert de napalm par des avions de combat israéliens et des navires de guerre dans les eaux internationales, a constitué une grande victoire pour Israël grâce aux conseillers sionistes de Johnson. En raison de son impunité, même lorsqu'il tue des militaires états-uniens, Israël a les mains libres pour mener des guerres d'agression et dominer ses voisins, commettre des actes de terrorisme et assassiner ses adversaires à travers le monde sans crainte de représailles.

La supériorité militaire non-contestée d'Israël a converti plusieurs de ses voisins en collaborateurs quasi-clients : l'Égypte et la Jordanie ont servi d'alliés de facto avec les monarchies du Golfe, en aidant la répression par Israël des mouvements nationalistes et pro-palestiniens de la région.

Le facteur le plus déterminant dans l'essor et la consolidation du pouvoir d'Israël au Proche-Orient n'a pas été ses prouesses militaires, mais sa portée politique et l'influence qu'il exerce par l'intermédiaire de ses agents aux États-Unis. Les guerres de Washington contre l'Irak et la Libye, ainsi que son soutien actuel aux mercenaires contre la Syrie, ont détruit les trois principaux opposants nationalistes laïques à ses ambitions hégémoniques.

Alors qu'Israël accumule plus de puissance dans la région, élargissant sa colonisation du territoire palestinien, son regard se tourne vers l'est pour détruire le dernier obstacle de sa politique coloniale : l'Iran.

Depuis au moins deux décennies, Israël a demandé à ses agents à l'étranger de détruire le gouvernement iranien en déstabilisant sa société, en assassinant ses scientifiques, en bombardant ses établissements militaires et ses laboratoires et en étranglant son économie.

Après que la CPS ait réussi à pousser les États-Unis vers la guerre contre l'Irak en 2003 —déchiquetant littéralement sa société laïque et tuant plus d'un million d'Irakiens—, elle a tourné son dévolu sur la destruction du Liban (Hezbollah) et le gouvernement laïque de la Syrie afin d'isoler l'Iran et de préparer une attaque. Alors que des milliers de civils libanais ont été abattus en 2006, l'attaque du Liban par Israël a échoué, malgré le soutien du gouvernement états-unien et malgré une campagne de propagande sauvage. Rendu hystérique par son échec tout autant que pour « compenser » sa défaite face au Hezbollah et pour « remonter son moral », Israël a envahi la Bande de Gaza en 2008-09 —le plus grand camp de prison à ciel ouvert du monde— et l'a détruite [en] grande partie.

N'ayant pas la capacité militaire d'attaquer l'Iran pour son propre compte, Israël a orienté ses agents vers la manipulation de Washington pour commencer une guerre avec Téhéran. Les dirigeants militaristes à Tel-Aviv ont mobilisé leurs atouts politiques à travers les États-Unis pour travailler à détruire l'Iran —le dernier adversaire redoutable à la suprématie d'Israël au Proche-Orient—.

La stratégie israélo-CPS est conçue pour ouvrir la voie à une confrontation entre l'Iran et les États-Unis, en utilisant ses agents dans l'Exécutif ainsi que sa corruption et son contrôle du Congrès. Le contrôle de la CPS sur les médias de masse renforce sa campagne de propagande : tous les jours le New York Times et le Washington Post publient des articles et des éditoriaux afin de promouvoir l'agenda de guerre d'Israël. La CPS utilise le département d'État pour forcer d'autres pays de l'Otan à eux aussi affronter l'Iran.

La guerre par procuration d'Israël contre l'Iran : la pression politique états-unienne, les sanctions économiques et les menaces militaires

Seule, la « guerre » d'Israël contre l'Iran ne constituerait pas grand chose de plus que son sabotage cybernétique, des assassinats périodiques de scientifiques par ses agents rémunérés au sein de groupes terroristes et des discours incessants de politiciens israéliens et de leur foule de bénis-oui-oui. En dehors d'Israël, cette campagne a eu peu d'impact sur l'opinion publique. La « guerre » d'Israël contre l'Iran dépend exclusivement de sa capacité à manipuler la politique US à l'aide de ses agents locaux, des groupes qui dominent le Congrès, et via les nominations de fonctionnaires occupant des postes clés dans les départements du Trésor, du Commerce et de la Justice, et comme « conseillers » aux affaires du Proche-Orient. Israël ne peut pas organiser une campagne de sanctions efficaces contre l'Iran, ni influencer quelques pouvoirs importants. Seuls les États-Unis le peuvent. La domination d'Israël au Proche-Orient provient entièrement de sa capacité à mobiliser ses mandataires aux États-Unis à qui est assignée la tâche d'assurer la soumission totale aux intérêts d'Israël des représentants élus —en particulier en ce qui concerne les adversaires régionaux d'Israël—.

Stratégiquement placé, les citoyens à « double nationalité américano-israélienne » ont utilisé leur citoyenneté US pour obtenir des postes de haute responsabilité au sein du gouvernement, directement impliqués dans les politiques touchant Israël. Comme Israéliens, leurs activités sont conformes aux préceptes de Tel-Aviv. Dans l'administration Bush (2001-2008) ces haut fonctionnaires, « Israéliens en premier », ont dominé le Pentagone (Paul Wolfowitz, Douglas Feith), la sécurité au Proche-Orient (Martin Indyk, Dennis Ross), le bureau du vice-président (« Scooter » Libby), les départements du Trésor (Stuart Levey) et de la Sécurité de la Patrie (Michael Chertoff). Dans l'administration Obama les « Israéliens en premier » comprennent Dennis

Suite à la page (15)

Whether you're buying or selling a car,
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY! ~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING!†† • NO CREDIT NO PROBLEM!

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM!

WE HAVE A CAR TO FIT EVERY BUDGET!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'11 HYUNDAI **SONATA**
BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

'10 TOYOTA **RAV4 4WD**
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

'10 HYUNDAI **CIVIC**
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

'12 CHEVY **CRUZE**
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

'12 TOYOTA **CAMRY**
BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

'11 TOYOTA **SIENNA**
BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236

'12 NISSAN **MAXIMA**
BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#76311

'12 NISSAN **PATHFINDER**
BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422

2011 CHEVY **MALIBU**
BUY FOR: $99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA **COROLLA S**
BUY FOR: $103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.

2012 HONDA **ACCORD LX**
BUY FOR: $115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD **EDGE**
BUY FOR: $147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA **PILOT EX**
BUY FOR: $199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES **C300^**
BUY FOR: $18,995 PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!
UP TO $3,000
• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*
Authorized Signature Required, General Manager
Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

CARS STARTING AS LOW AS $2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	$2,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	$3,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Toyota Matrix, 146k	037110	$4,995
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	SAVE

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	$5,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	$5,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	$6,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	$6,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2009	Toyota Camry, 87k	82713	$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	$7,995
2007	Toyota Corolla, 92k	74352	$7,995

»»MANAGER SPECIALS««

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	$6,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	$7,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	$7,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	$9,495
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	$9,995
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	$9,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2009	Nissan Murano, 45k	73621	$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	$13,995
2007	Lexus ES350, 53k	56974	$14,888
2010	Infiniti G37, 28k	70898	$18,995
2009	Acura MDX, 31k	73459	$22,888
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!**







Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of $10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

Déclaration de la journaliste de Wikileaks Sarah Harrison au sujet d'Edward Snowden

Par Sarah Harrison



Sarah Harrison et Edward Snowden

J'ai passé les quatre derniers mois, en tant que journaliste, avec Edward Snowden, le lanceur d'alerte de la NSA, et suis arrivée en Allemagne en fin de semaine. J'ai travaillé à Hong Kong dans l'équipe de Wikileaks qui tentait de négocier plusieurs demandes d'asile politique pour Snowden et ai négocié sa sortie de Hong Kong afin de mettre en œuvre son droit à un asile politique.

Je voyageais avec lui en chemin pour l'Amérique Latine lorsque les États-Unis ont révoqué son passeport, le contraignant à rester en Russie. Durant les 39 jours suivants je suis restée avec lui dans une zone de transit de l'aéroport Sheremetyevo de Moscou, où je l'ai aidé à formuler des demandes d'asile politique dans 21 pays y compris l'Allemagne, garantissant son asile politique en Russie malgré une pression considérable de la part des États-Unis.

Je suis alors restée avec lui jusqu'à ce que notre équipe soit confiante qu'il soit bien installé et qu'il soit libre de toute forme d'ingérence de la part de gouvernements. Maintenant qu'Edward Snowden est en sécurité et protégé jusqu'au renouvellement de son visa dans neuf mois, il y a encore beaucoup de travail à accomplir. La bataille dans laquelle Snowden s'est engagé contre la surveillance gouvernementale et pour la transparence des gouvernements est une bataille que Wikileaks et de nombreux autres ont menée et continueront à mener.

Les batailles menées par Wikileaks sont nombreuses : nous nous battons contre le pouvoir qui ne rend pas de comptes et contre les secrets gouvernementaux, nous publions des analyses et des documents pour tous ceux concernés, pour fournir au public de façon permanente l'histoire qui est la leur. Pour cela, nous nous impliquons dans des dossiers juridiques dans de nombreuses juridictions et faisons face à une enquête sans précédent d'un "Grand Jury" aux États-Unis. Wikileaks continue de se battre pour la protection des sources. Nous avons gagné la bataille du futur immédiat de Snowden, mais la guerre -bien plus vaste- continue.

Depuis quelques jours que je suis en Allemagne, il est réconfortant de voir les gens unir leurs efforts pour appeler leur gouvernement à faire ce qui doit être fait : enquêter sur les révélations d'espionnage par la NSA et offrir l'asile politique à Snowden. Les États-Unis devraient être empêchés de continuer à espionner tous les individus sur la planète, ou de persécuter ceux qui révèlent la vérité. Snowden est actuellement en sécurité en Russie, mais ça n'est pas le cas de nombreux lanceurs d'alerte ou de sources.

Chelsea Manning a subi des traitements abusifs de la part du gouvernement des États-Unis et est actuellement en train de purger une peine de prison de 35 ans pour avoir exposé la vraie nature de la guerre. Jeremy Hammond risque 10 ans dans une prison de New York pour avoir supposément fourni à des journalistes des documents qui révélaient la surveillance d'entreprises. J'espère avoir démontré un contre-exemple : correctement assistés, les lanceurs d'alerte peuvent exposer la vérité tout en restant en liberté.

Des tactiques agressives sont utilisées contre les journalistes, les éditeurs et les experts qui travaillent courageusement pour faire émerger la vérité. Glenn Greenwald, Laura Poitras et Jacob Appelbaum sont tous, en pratique, en exil. Barret Brown est inculpé pour avoir dénoncé des pratiques de surveillance immorales. Mon rédacteur-en-chef, Julian Assange a reçu l'asile politique, menacé par les US, mais le Royaume-Uni refuse de l'autoriser à faire valoir ce droit, en violation de la loi. Le gouvernement anglais a également détenu David Miranda en invoquant la loi anti-terroriste pour sa collaboration avec Laura Poitras et Glenn Greenwald.



De gauche à droite : Coleen Rowley (FBI), Thomas Drake (NSA), Sarah Harrison (WikiLeaks), Edward Snowden, Jesselyn Raddack (DOJ) et Ray McGovern (CIA). *Crédits photo : Sunshine Press*

La loi anti-terroriste UK définit le terrorisme comme une action ou menace d'action "créée pour influencer" tout gouvernement "dans le but de faire avancer une cause politique ou idéologique". Elle concerne les actions qui interfèreraient avec le fonctionnement de "systèmes électroniques" (par exemple, les programmes d'espionnage de masse de la NSA) ou que le gouvernement considère comme créant un "risque" pour une partie du public. Il serait fantaisiste de suggérer que le journalisme enquêtant sur la sécurité nationale, dans le but de rétablir l'honnêteté des gouvernements ou de défendre le droit fondamental à la protection de la vie privée, doit être appelé "terrorisme", mais c'est bien ainsi que le Royaume-Uni décide d'interpréter cette loi.

Quasiment toutes les histoires publiées sur l'espionnage de masse de GCHQ et de la NSA tombent sous le coup de cette interprétation par le gouvernement du Royaume-Uni du mot "terrorisme". En réponse, nos avocats m'ont suggéré qu'il n'était pas prudent de rentrer chez moi. Le rôle de la presse est d'exprimer la vérité face aux puissants. Et pourtant, nous sommes persécutés parce que nous faisons notre métier. J'affirme que ces tactiques agressives et illégales pour nous faire taire, en inventant des interprétations juridiques arbitraires, des accusations excessives et des peines disproportionnées ne doivent pas être tolérées.

Je suis solidaire de tous ceux qui sont intimidés ou persécutés pour tenter d'exposer la vérité au grand jour. En ces temps de secrets et d'abus de pouvoir, il n'y a qu'une solution : la transparence. Si nos gouvernements sont à ce point compromis qu'ils nous cachent la vérité, alors nous avons le devoir de nous en emparer. Avec les preuves sans équivoque de documents provenant directement de leur source, le peuple peut répliquer. Si nos gouvernements ne nous donnent pas cette information, alors nous devons la prendre par nous-mêmes.

Lorsque les lanceurs d'alerte décident de s'exposer, nous devons nous battre pour eux, afin d'en encourager d'autres. Lorsqu'ils sont bâillonnés nous devons être leur voix. Lorsqu'ils sont pourchassés, nous devons être leur bouclier. Lorsqu'ils sont emprisonnés, nous devons les libérer. Nous faire don de la vérité n'est pas un crime. Il s'agit de nos données, de notre information, de notre histoire. Nous devons nous battre pour la posséder. Le courage est contagieux.

Wikileaks 6 Novembre 2013, Berlin

50e ANNIVERSAIRE DE l'ASSASSINAT DE JOHN KENNEDY

Le complot avorté de la CIA et de l'État-major



Par Gabriel Molina Franchossi

Il est ressorti récemment des enregistrements des conversations qui eurent lieu dans l'avion qui transportait à Washington le cadavre du président John Fitzgerald Kennedy qui révèlent que le général Curtis LeMay, chef de l'État-major de l'aviation, était à bord, mais que sa présence avait été occultée. LeMay et un autre général, Lyman Lemnitzer, furent impliqués dans une tentative de coup d'État, en juin 1962, qui fut soigneusement cachée à l'opinion publique. Le putsch fut reporté au 22 novembre 1963.

Le nouveau président Lyndon Johnson échange regards et sourires avec le congressiste Albert Richard Thomas lors de sa prestation de serment devant la juge Sarah Hugues et Jacqueline Kennedy. La veille de l'attentat, il avait déclaré : « À partir de demain, ces maudits Kennedy ne seront plus un problème pour moi ».

Ces renseignements furent découverts dans les documents du général Chester Clifton, conseiller militaire de Kennedy. Selon les Archives de sécurité nationale des États-Unis, qui ont diffusé la bande magnétique sur Internet, l'un des assistants avait essayé à tout prix d'interrompre les transmissions de l'avion présidentiel Air Force 1 et d'entrer en communication avec le général LeMay. La première version de cet enregistrement prend soin d'éviter de mentionner le chef de l'aviation, ce qui n'a fait qu'alimenter les soupçons autour de l'attentat et sur le comportement de LeMay, réputé être l'un des adversaires les plus coriaces de JFK.

La confrontation entre les chefs de l'État-major et de la CIA, d'une part, et le président John Kennedy, de l'autre, commença le 18 avril 1961 lorsque l'amiral Burke et le général Lemnitzer firent pression sur JFK pour bombarder Cuba et remédier à la situation difficile dans laquelle se trouvaient les envahisseurs. (1)

Durant la Crise des missiles en 1962, le général LeMay était partisan d'une frappe nucléaire préventive, et il alla pratiquement jusqu'à insinuer au président : « Cela empeste comme la lâcheté de Neville Chamberlain ! Ce serait aussi mauvais que l'apaisement de Munich » (2)

Le chef de l'aviation se référait au père de Kennedy alors qu'il était ambassadeur à Londres, lorsqu'il fut accusé de suggérer au Premier ministre britannique de céder la Tchécoslovaquie à Hitler en 1938 pour apaiser les ambitions du Führer. Discrédité à Londres et à Washington, Joseph Kennedy démissionna de son poste en 1940.

Le général Curtis LeMay arguait que l'URSS ne ferait rien pour empêcher une action militaire directe et immédiate. Il jouissait du soutien de tous les chefs des corps armés, y compris du chef de l'État-major conjoint, le général Maxwell Taylor, nommé par Kennedy en remplacement du général Lemnitzer

Suite à la page (16)

Lutte Syndicaliste à Boston



Depuis le 8 Octobre, les membres du Local 8751 ont un certain nombre de manifestations et de lignes de piquets pour protester contre le licenciement de ses dirigeants et les lettres de réprimande envoyées à l'ensemble des membres.

Par Greg Dunkel

Steelworkers Local 8751 est le syndicat qui représente les chauffeurs d'autobus scolaires à Boston. C'est un



Chantoil Casimine, une chauffeure d'autobus haïtienne

syndicat où plus de quatre-vingt dix pour cent de ses membres ont leurs racines en Haïti. Il a été créé, il y a près de 40 ans au cours de la lutte pour la déségrégation du système scolaire à Boston.

Il a une histoire glorieuse de la solidarité avec les luttes progressistes à Boston et à travers les États-Unis. En particulier, Local 8751 a envoyé un autobus rempli de membres pour soutenir des chauffeurs et des matrones d'autobus scolaires du Syndicat uni du transport (ATU) Local 1181 de New York, au cours de leur grève de Février dernier.

Depuis le 1er Juillet, lorsque Veolia a pris le contrôle du transport des élèves à Boston, il a complètement ignoré la convention collective, et commis de nombreuses pratiques déloyales de travail («unfair labor practices»).

Veolia est une énorme société transnationale, avec plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires, dont le siège est en France. Ce monopole tente aussi d'accaparer l'approvisionnement en eau de la planète. Ses attaques contre les conventions collectives ont porté des travailleurs de France vers la Finlande pour aller participer à des mouvements de protestation pour défendre leurs droits.

Dans une lettre ouverte, André François, le secrétaire rapporteur du syndicat, qui est né à Jérémie, a raconté ce qui s'est passé.

Parce que de toutes les violations de Veolia de notre convention collective, frustrations des chauffeurs et moniteurs augmentées si grande qu'ils ont dit que c'est assez, c'est assez et on a demandé une réunion avec l'entreprise le 8 octobre 2013.

Veolia savait que leur provocation était réelle. Ils avaient déjà mis leurs fonctionnaires de haut rang et des officiers de police près des chantiers de bus à Freeport et Readville pour mener à bien leur plan antisyndical. Au lieu de convenir d'une rencontre, ils ont refusé. Ils ont appelé à plus de renfort de la police, et ont commencé à fermer leurs portes. Ce qu'ils ont fait était un lock-out illégal, puisque selon la loi, ce que nous avons fait était une activité syndicale légale et protégée

Il n'y avait pas de grève. Mais la société est déterminée à briser le syndicat et à se débarrasser de son leadership.

Depuis le 8 Octobre, les membres du Local 8751 ont un certain nombre de manifestations et de lignes de piquets pour protester contre



Ce rassemblement du 9 Novembre a commencé au dépôt de bus à Freeport, devant le siège de la Société Veolia à Boston avec des chants les plus populaires impliquant solidarité et unité.

le licenciement de ses dirigeants et les lettres de réprimande envoyées à l'ensemble des membres.

La manifestation du 9 Novembre était la plus grande. Ce rassemblement a commencé au dépôt de bus à Freeport, devant le siège de la Société Veolia à Boston avec des chants les plus populaires impliquant solidarité et unité. Lorsqu'elle a commencé à la cour du dépôt, les chauffeurs se sont organisés avec un camion sonore comme une sorte de *rara* syndicaliste pour animer la foule et maintenir haut le moral des gens.

Le Conseiller municipal Charles Yancey a rejoint près de six cents chauffeurs d'autobus scolaires publics à ce rassemblement. Il nous a déclaré «Nous devons unifier tous les travailleurs dans la ville de Boston, nous devons unifier et soutenir nos chauffeurs d'autobus scolaires et nos moniteurs d'autobus scolaires en ce moment, parce que si Veolia réussit à éclater ce syndicat, alors qui est le prochain?»

André François lui-même a fait savoir que ««Les actions de Veolia sont illégales et fausses et nous ne devrions pas en pâtir.» Toute grève potentielle «dépend des militants de base». Pour sa part, Stevan Kirschbaum a déclaré: «Nous allons gagner cette bataille par tous les moyens nécessaires.»

Par ailleurs, Chuck Turner, ancien conseiller de la ville et militant noir de longue date, a déclaré: «Veolia n'a qu'un seul objectif dans le monde - de l'argent et du pouvoir.»

Et pour finir Chantoil Casimine, une chauffeure d'autobus haïtienne, a dit pour sa part «Si nous nous battons, nous allons gagner, par conséquent nous devons nous battre jusqu'à la victoire»!

100 000 martyrs pour Genève 2

Par Thierry Meyssan

Alors que la Conférence de Genève, en juin 2012, avait fixé les bases de la paix en Syrie, la guerre a repris durant un an et demi. 100 000 morts plus tard, les puissances étrangères qui ont planifié et alimenté le conflit ont fini par admettre leur défaite. Moscou et Washington envisagent donc de réunir une nouvelle conférence à Genève pour leur faire acter la victoire de la République arabe syrienne.

La Conférence de Genève, en juin 2012, devait jeter les bases de la paix en Syrie. À l'époque, l'Otan avait renoncé à bombarder le pays comme elle l'avait fait en Libye, pour ne pas entrer en conflit avec la Russie et la Chine. La France de Nicolas Sarkozy avait négocié le retrait de ses conseillers militaires de l'Émirat islamique de Baba Amr et obtenu la restitution de ses officiers qui avaient été faits prisonniers. Logiquement, on pouvait estimer que l'État syrien avait gagné la partie et que le retour à la normale était proche.

Pourtant, le soir du 30 juin, la France, qui venait d'élire François Hollande à sa présidence, émettait une réserve sur l'interprétation du communiqué final. Selon elle, le gouvernement de transition devant être accepté par toutes les parties, l'accord impliquait le départ définitif du président el-Assad. Une semaine plus tard, le président Hollande recevait à Paris la 3ème réunion des « Amis du peuple syrien » avec en guest star, Abou Saleh, le jeune journaliste de France 24 et d'Al-Jazeera qui avait fait régner la terreur à Homs. Finies les promesses de Sarkozy : puisque la guerre de 4ème génération (celle des mensonges médiatiques) avait échouée, on allait passer à la guerre de type nicaraguayen avec des dizaines de milliers de combattants étrangers.

Ce revirement de la France s'explique à la fois par l'appétit de quelques personnalités de la classe possédante et par la corruption de la nouvelle équipe dirigeante.

- Pour certains capitalistes, la crise économique de 2008 marque l'impossibilité de gagner beaucoup d'argent en France compte tenu de l'appauvrissement des classes populaires. Ils avaient donc poussé le président Sarkozy à préparer la guerre en Syrie et ont poursuivi ce projet lorsque celui-ci négociait le retrait français. Leurs intérêts ont été représentés à l'Élysée par le chef d'état-major particulier du président de la République, le général Benoît Puga, maintenu en fonctions par François Hollande.

- La campagne électorale de François Hollande a été principalement et illégalement financée par le Qatar. Ce minuscule émirat, jadis lié à la France, était gouverné depuis le coup d'État de 1995 par l'ambitieux cheik Hamad. Il autorise en 1999 Exxon-Mobil à exploiter sans limites le gaz du pays. En quelques années, le Qatar devient un géant mondial du gaz et de facto la propriété des Rockefeller. Le président Hollande choisit Laurent Fabius comme ministre des Affaires étrangères car il avait servi d'intermédiaire entre lui et l'émirat. Or, le ministre est ce qu'il est convenu d'appeler « un ami d'Israël ». À ce titre, il va pousser la France à « saigner » la Syrie.

L'attaque fut lancée le 18 juillet 2012 par un attentat qui coûta la vie aux membres du Conseil de sécurité nationale. Il s'en suivit une guerre d'un an et demi qui fit plus de 100 000 morts. Il est convenu de dire aujourd'hui que cette guerre n'aura pas de solution militaire, les Contras étant remplacés au fur et à mesure de leur élimination.

Moscou et Washington parlent aujourd'hui d'une Conférence de Genève 2. En effet, le Royaume-Uni a opportunément été contraint de se retirer par un vote de sa chambre des Communes ; l'émir de Qatar a été contraint par les États-Unis à abdiquer ; la France n'a pas pu maintenir sa pression militaire depuis son opération au Mali ; la Turquie est trop divisée pour mener des opérations de grande envergure. Il ne reste à vrai dire qu'un seul joueur : l'Arabie saoudite.

Riyadh a établi son ministre-adjoint de la Défense à Amman pour y constituer une force de 50 000 mercenaires. Il avait été prévu que le bombardement chimique de la Ghoutta par les Contras avec du matériel turc donnerait le signal d'un retournement de situation. Les commandants alliés se réunirent à Amman pour mettre au point le changement de régime. Puis : rien.

En réalité, de même que Washington a contraint l'émir du Qatar à quitter la scène, de même cette excitation n'avait d'autre but que de contraindre l'Arabie saoudite au retrait. Après avoir hurlé de douleur et annoncé vouloir se venger des États-Unis, les Séoud sont apparemment rentrés dans le rang lorsque John Kerry est venu leur rappeler qu'ils ne sont installés sur leur trône que par la volonté de l'Occident. Dès lors, la Conférence de Genève 2 devrait se tenir soit début décembre, soit fin janvier. Les Alliés des États-Unis devraient enfin y entériner l'accord secret conclu entre Moscou et Washington, il y a un an et demi.



Steelworkers Local 8751 est le syndicat qui représente les chauffeurs d'autobus scolaires à Boston.

Hugo Chavez et ses liens avec l'Afrique


Hugo Chavez et Thabo Mbeki

Par RFI

Le président vénézuélien Hugo Chavez est décédé, le mercredi 6 mars, des suites d'un cancer. Il s'est éteint à l'âge de 58 ans, après quatorze années de pouvoir. Le pays a décrété sept jours de deuil. Bien qu'il ne se soit pas rendu dans de nombreux pays d'Afrique - il est allé en Afrique du Sud et au Nigeria, notamment - les liens d'Hugo Chavez avec l'Afrique étaient marqués par une très forte proximité politique. C'est ce que nous explique, Paul-Simon Handy, directeur de recherche à l'Institut d'études de sécurité de Pretoria, invité Afrique de RFI, ce mercredi 6 mars, et interviewé par Romain Auzouy.

RFI : Tout récemment, en février 2013, lors d'un sommet Afrique-Amérique latine et Caraïbes, en Guinée équatoriale, Hugo Chavez avait écrit un discours émouvant sur la relation entre les deux continents. Dans cette lettre, il affirmait que l'Afrique et l'Amérique du Sud étaient un même peuple. Est-ce que c'est le témoignage le plus fort des amitiés d'Hugo Chavez en Afrique ?

Paul-Simon Handy : Dans la rhétorique de Chavez, c'est certainement en droite ligne de cette narration là. Les liens de Chavez avec l'Afrique sont essentiellement politiques ; des liens idéologico-politiques. Oui, c'est un témoignage très fort. Sachant certainement qu'il n'allait pas échapper à son cancer, Chavez a envoyé cette lettre, même s'il l'a fait après avoir été lui-même hôte d'un sommet Afrique-Amérique latine.

En fait, Hugo Chavez n'a jamais manqué une occasion de marquer un symbole de son attachement à l'Afrique, même si économiquement l'Afrique n'était pas le plus grand partenaire du Venezuela.

RFI. Dans ce contexte, quel écho la mort de Chavez a-t-elle créé en Afrique ?

P-S H. Hugo Chavez est très populaire dans le continent. Pour ceux qui le connaissent, il est certainement l'un des derniers révolutionnaires qui, grâce à un discours anti-colonial, anti-impérialiste et aussi anti-occidental, rallie des foules et touche un certain subconscient qui, en Afrique, résonne toujours énormément.

En Afrique, ses amis étaient des personnages mais aussi des personnalités assez contestées comme l'ancien président libyen, le colonel Mouammar Kadhafi. Vous savez, Kadhafi a beau avoir mauvaise presse en Occident, pour certains, en Afrique, il reste un héros, pour des raisons similaires qui rendent Chavez également populaire dans son pays. Ainsi, Hugo Chavez est un personnage populaire mais contesté par une frange de la population ; Kadhafi l'est aussi en Afrique.

Par ailleurs, des personnages pas du tout contestés en Afrique comme l'ex-président sud-africain, Nelson Mandela, avaient aussi un attachement particulier à Hugo Chavez. Vous voyez, Hugo Chavez est un personnage qui se faisait adorer ou détester.

Il était également proche de l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, qu'il avait rencontré en 2006 lors d'un sommet de l'Union africaine, en Gambie. Est-ce que c'était uniquement des amitiés entre dirigeants ou est-ce qu'Hugo Chavez se préoccupait réellement du sort des Africains ?

A vrai dire, je ne sais pas si l'Afrique avait forcément besoin d'un Hugo Chavez pour régler ses problèmes. Ce que beaucoup de dirigeants africains appréciaient forcément chez Hugo Chavez, c'était finalement sa capacité à investir - aussi lourdement - dans des programmes sociaux et à utiliser la manne pétrolière pour finalement relever le niveau de vie de la classe pauvre de la société. C'est certainement une leçon que beaucoup de leaders africains ont apprécié chez le président Chavez. Mais ceci dit, économiquement, le Venezuela n'est pas un partenaire essentiel des pays africains parce que le pays exporte du pétrole en Afrique, et ceux qui n'en ont pas ne se ravitaillent pas chez le cousin vénézuélien. Donc les liens étaient plutôt symboliquement marqués par une très, très forte proximité politique.

RFI. Hugo Chavez s'était rendu en Afrique du Sud en 2008. A cette occasion, il avait rencontré son homologue de l'époque, Thabo Mbeki. Est-ce qu'Hugo Chavez était clairement un soutien de l'ANC ?

P-S H. Oui, absolument. Les relations entre Hugo Chavez et l'ANC ont toujours été très fortes et on se rappelle encore récemment, au temps de sa gloire, le jeune trublion de l'ANC, Julius Malema, ancien chef de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, qui s'était rendu, en voyage d'études il y a près de deux ans au Venezuela.

Hugo Chavez était très populaire au sein de l'ANC en raison justement de son discours très anti-colonialiste et très anti-impérialiste, soucieux d'apporter certaines régulations des relations internationales basées sur les normes d'égalité et de démocratie. C'est un discours qui résonne très fortement au sein de l'ANC, encore aujourd'hui. D'où cette vraie proximité qui était née entre plusieurs dirigeants de l'ANC et Hugo Chavez.

Venezuela / Afrique - Article publié le : mercredi 06 mars 2013

Suite de la page (8)

préalablement par la satisfaction des points suivants: le respect des prérogatives du Sénat, la publication de la liste des noms pour la CSCCA, une loi électorale, la libération des prisonniers politiques, le retrait de tous les mandats arbitraires et autoritaires et la cessation des persécutions politiques. A malin, malin et demi, puisque M. Martelly croit qu'il est le plus intelligent de sorte qu'il croit être capable d'emmener la Communauté internationale à imposer par la force son poulain à toute la société. A eux deux, c'est mal connaître le peuple haïtien.

La stratégie qui a consisté à faire rouler à plein rendement la machine de la manifestation de l'opposition démocratique dans la commune de Pétion-Ville est une initiative louable dans la mesure où elle aura permis aux gens aisés de la banlieue de prendre conscience de la misère des masses, mais aussi d'aiguiser la conscience citoyenne des habitants qui y vivent sur la nécessité d'embrasser également le même combat politique pour le départ du dernier apprenti dictateur de la région. D'ailleurs, tous les secteurs du pays se mêlent à ce grand combat à commencer par les professeurs, les écoliers, les étudiants, les avocats, les paysans, les chômeurs, les petits et grands commerçants, la classe politique etc...

Le pouvoir en place et ses acolytes crient déjà au scandale. Ils brandissent la question de couleur, faisant référence aux deux généraux de l'indépendance, Jean-Jacques Dessalines et Alexandre Pétion. Ils accusent les organisateurs de la manifestation du 7 novembre de soulever le problème épidermique entre noirs et mulâtres. Les trois mousquetaires du régime, Mario Dupuy, Kedlair Augustin et Lucien Jurat ont fait de cette question leur cheval de bataille, lors de l'émission «Ranmase» sur Radio caraïbes le samedi 9 novembre 2013. Mario Dupuy, ancien porte-parole du président Aristide en 2003/2004, a accusé l'opposition démocratique de soulever la question de couleur à des fins politiciennes. Pourtant, le «sociologue» Mario Dupuy avait accusé en 2004 la bande à André Apaid Jr du Groupe 184 de vouloir renverser le pouvoir du peuple cristallisé par Jean-Bertrand Aristide au profit d'une minorité mulâtre et d'une élite économique rapace. M. Dupuy a la mémoire courte. Il n'hésite pas à renier son ancienne position de classe pour un plat de lentille garanti par un boulot dans le régime de Martelly. Il est très versatile au gré des conjonctures politiques.

En fait la question de couleur et des classes sociales a toujours été à l'ordre du jour dans ce pays. D'ailleurs, Dessalines a été assassiné au Pont-Rouge par des mulâtres/anciens libres (et aussi par des noirs) pour sa position idéologique et pour son appartenance à la masse des démunis. Il fut le défenseur de la cause des esclaves devenus nouveaux libres, alors que des affranchis-mulâtres voulaient s'accaparer de toutes les terres laissées vacantes par les colons, au lendemain de l'indépendance en 1804. Depuis lors, l'épineuse question de couleur a toujours été présente dans la politique, ainsi que la question de classes sociales. Moins de 7% détiennent 90% des richesses de ce pays. C'est une réalité! Ce n'est pas une vue de l'esprit ou le fruit de l'imagination. Dénoncer un tel fait ne constitue en rien une menace pour les nantis. Au contraire, la vraie menace, c'est la volonté de tenir les masses en dehors de tout ce qu'il faut craindre.

Il est certain qu'il faut combattre les représentants de cet ordre ancien. Les disparités criantes entre riches et pauvres méritent d'être corrigées. Pire, les classes moyennes n'existent presque plus en raison de leur appauvrissement par une politique de destruction au profit de la bourgeoisie mulâtre. Une classe paysanne sans terre à mettre en valeur. Voilà de quoi il est question aujourd'hui dans cette République à plusieurs vitesses.

Il n'y a pas de négociation possible avec l'Exécutif en place qui a roulé presque tout le pays dans la farine. Il a volontairement mis en coupe réglée certaines institutions d'Etat et procédé à la désagrégation de bien d'autres ; par exemple le Parlement, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, la Police Nationale, le Conseil Electoral. Les titulaires des Mairies, des Casecs, les Délégués et Vice-délégués sont tout bonnement inféodés au pouvoir en place. Il s'agit d'un véritable cyclone politique qui balaye tout sur son passage. Le pays a reculé de 26 ans sur le plan institutionnel et constitutionnel. La Constitution de 1987, véritable contrat social et politique régissant le fonctionnement de la société, a été mis au rancart, ouvrant ainsi la voie à une crise constitutionnelle majeure.

Le pays est vraiment dans l'impasse!

Jacques Kolo Pierre

Suite de la page (10)

Ross, Rahm Emanuel, David Cohen, le secrétaire au Trésor «Jake le serpent» Lew, le secrétaire au Commerce Penny Pritzker et Michael Froman en tant que Représentant au Commerce, parmi d'autres.

La puissance par procuration d'Israël au sein de l'Exécutif est comparable à sa domination du Congrès. Contrairement à certaines critiques, Israël n'est ni un « allié », ni un « client », des États-Unis. La preuve de la brute asymétrie de la relation abonde dans le dernier demi-siècle. En raison de ces agents puissants dans le Congrès et au sein du pouvoir exécutif, Israël a reçu plus de 100 milliards de dollars des États-Unis au cours des 30 dernières années, soit plus de 3 milliards de dollars par année. Le Pentagone a transféré de la technologie militaire sophistiquée et s'est engagé dans plusieurs guerres pour le compte d'Israël. Le Trésor états-unien a imposé des sanctions bloquant des investissements potentiellement très lucratifs au Proche-Orient (Iran, Irak et Syrie) privant le secteur agricole, manufacturier et les compagnies pétrolières de plus de 500 milliards de dollars de recettes. La Maison-Blanche a sacrifié la vie de plus de 4 400 soldats états-uniens dans la guerre en Irak — une guerre promue par les mandataires d'Israël à la demande des dirigeants d'Israël—. Le département d'État a rejeté les relations amicales et rentables avec plus de 1,5 milliard de musulmans en soutenant la colonie illégale de plus d'un demi million de colons juifs qui occupent militairement la terre palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem.

La question stratégique est de savoir comment et pourquoi cette relation unilatérale entre les USA et Israël persiste depuis si longtemps, même si cela va à l'encontre de tant d'intérêts stratégiques et de l'élite des États-Unis ? La question la plus pressante et immédiate est comment cette relation historiquement déséquilibrée affecte les sanctions américano-iraniennes contemporaines et les négociations nucléaires ?

L'Iran et les négociations de paix

Sans doute le président iranien nouvellement élu et son ministre des Affaires étrangères sont prêts à négocier la fin des hostilités avec les États-Unis en faisant des concessions majeures garantissant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont déclaré qu'ils sont ouverts à réduire, voire à mettre fin à la production d'uranium hautement enrichi, à réduire le nombre de centrifugeuses et même à permettre des inspections intrusives spontanées, entre autres propositions prometteuses. Le gouvernement iranien propose une feuille de route avec des objectifs finaux dans le cadre des accords initiaux. La Haute-représentante aux Affaires étrangères de l'Union européenne, Catherine Ashton, a émis des commentaires favorables sur la première rencontre.

L'administration états-unienne a donné des signaux contradictoires après les invitations iraniennes et la séance d'ouverture. Certains commentaires individuels sont prudemment positifs, d'autres sont moins encourageants et rigides. Les sionistes de l'administration comme Jack Lew, le secrétaire au Trésor, insistent pour que les sanctions soient maintenues jusqu'à ce que l'Iran respecte toutes les demandes US (c'est à dire « israéliennes »). Le Congrès, acheté et commandé par la CPS, rejette les ouvertures prometteuses et flexibles iraniennes, en insistant sur les « options » militaires ou le démantèlement total du programme nucléaire légal et pacifique de l'Iran —positions de la CPS visant à saboter les négociations—. À cette fin, le Congrès a adopté de nouvelles sanctions économiques plus extrêmes afin d'étrangler l'économie pétrolière de l'Iran.

Comment les comités d'action politique d'Israël contrôlent le Congrès et préparent la guerre contre l'Iran

La Configuration du pouvoir sioniste utilise sa puissance de feu financière pour dicter la politique du Congrès au Proche-Orient et pour veiller à ce que la Chambre et le Sénat US ne s'éloignent pas d'un iota des intérêts d'Israël. L'instrument sioniste utilisé dans l'achat des élus aux États-Unis est le comité d'action politique (CAP ; « PAC » en anglais).



Grâce à une décision de la Cour suprême en 2010, les Super CAPs dépensent d'énormes sommes afin d'élire ou de détruire des candidats. Ils agissent pour le compte d'Israël. Tant que ces fonds ne vont pas directement au candidat, ces Super PACs n'ont pas à révéler les sommes qu'ils dépensent et comment elles sont dépensées. Les estimations prudentes de fonds directs et indirects liant la CPS et les parlementaires états-uniens s'élèvent à près de 100 millions de dollars au cours des 30 dernières années. La CPS achemine ces fonds au Législatif en général et en particulier aux membres de comités du Congrès impliqués dans la politique étrangère, en particulier les présidents des sous-comités qui traitent avec le Proche-Orient. Sans surprise, les plus grands bénéficiaires au Congrès d'argent CPS sont ceux qui ont activement promu des politiques de la ligne dure d'Israël. Ailleurs dans le monde, ces retombées à grande échelle sur des élections législatives seraient considérées comme de la corruption



Le groupe 5+1 : Allemagne, Russie, Grande Bretagne, Etats-Unis, France, Chine et l'Iran

flagrante et deviendraient l'objet de poursuites judiciaires sanctionnées par l'emprisonnement des deux parties. Aux États-Unis, l'achat et la vente de la voix d'un homme politique est appelé « lobbying ». Elle est légale et ouverte. La branche législative du gouvernement états-unien en est venue à ressembler à une maison de prostitution de luxe ou une vente aux enchères de négriers blancs —mais avec la vie de milliers de personnes en jeu—.

La CPS a acheté le soutien des élus au Congrès à grande échelle : sur 435 membres de la Chambre des Représentants, 219 ont reçu des paiements de la CPS en échange de leurs votes pour Israël. La corruption est encore plus répandue chez les 100 sénateurs, 94 d'entre eux ayant accepté de l'argent pour leur fidélité à Israël. La CPS déverse de l'argent aussi bien sur les républicains que sur les démocrates, assurant ainsi d'incroyables votes presque unanimes (« bipartisans ») en faveur de « l'État juif », y compris ses crimes de guerre, comme les bombardements de Gaza et du Liban, sans compter les plus de 3 milliards de dollars US des contribuables versés à Tel-Aviv. Au moins 50 sénateurs ont recueilli entre 100 000 et 1 million de dollar chacun en argent CPS au cours des dernières décennies. En échange, ils ont voté pour plus de 100 milliards de dollars de subventions à Israël ... en plus d'autres « services et paiements » . Les députés sont moins chers : 25 parlementairess ont reçu entre 238 000 et 500 000 dollars, tandis que le reste n'a reçu que des miettes. Quel que soit le montant, le résultat net est le même : les membres du Congrès reçoivent leur texte à partir de leurs mentors sionistes dans les CAP, les Super CAPs et l'AIPAC. Ils appuient toutes les guerres d'Israël au Proche-Orient et se font promoteurs de l'agression US en faveur d'Israël.

Les législateurs les plus virulents et les plus influents obtiennent les plus gros morceaux : le sénateur Mark Kirk (Bombes sur Téhéran !) est en tête de la liste des goinfres avec 925 000 dollars en retombées CPS, suivi par John McCain (Bombes sur Damas !) avec 771 000 dollars, tandis que les sénateurs Mitch McConnell, Carl Levin, Robert Menendez, Richard Durban et d'autres sionistophiles ne se gênent pas quand vient le moment de tendre leurs petits bols de quêteur lorsque les porteurs de sous pro–Israël des CAPs arrivent ! Floride Ileana Ros-Lehtinen arrive en tête de la liste de la « Maison » avec 238 000 dollars pour son record de positions 100 % pro-Israël ainsi que pour être plus belliciste que Netanyahou lui-même ! Eric Cantor a obtenu 209 000 dollars pour ses « guerres pour Israël » avec des vies états-uniennes tout en réduisant les retraites des personnes âgées. Steny Hoyer, chargé de la discipline de la minorité de la Chambre a obtenu 144 000 dollars pour avoir ramené vers Israël les quelques démocrates chancelants. Le chef de la majorité, John Boehner, a été payé 130 000 dollars pour faire la même chose chez les Républicains.

Le CPS a dépensé d'énormes sommes afin de punir et de détruire une douzaine de parlementaires dissidents qui avaient résisté aux guerres d'Israël et à son grotesque bilan de violations des droits de l'homme. Le CPS a versé des millions dans des campagnes individuelles, non seulement pour le financement de candidats de l'opposition qui ont promis allégeance à Israël, mais pour des campagnes de diffamation des critiques d'Israël. Ces campagnes ont été montées dans les parties les plus obscures des États-Unis, y compris dans la majorité des districts afro-américains où les intérêts sionistes locaux et leur influence sont par ailleurs tout à fait nuls.

Il n'y a pas de CAP, de super CAP, de chef de parti ou d'organisation civique comparable qui puissent contester le pouvoir de la cinquième colonne d'Israël. Selon les documents archivés par le chercheur courageux, Grant Smith de IRMEP**, quand il s'agit d'Israël, le ministère de la Justice a catégoriquement refusé d'appliquer les lois fédérales exigeant la poursuite de citoyens états-uniens qui travaillent secrètement pour un État étranger —au moins depuis 1963—. D'autre part, la CPS, à travers ce que l'on appelle l' « Anti-Defamation League » (équivalent de la Licra française), a fait pression avec succès auprès du ministère de la Justice, du FBI et de la NSA, pour enquêter et poursuivre des citoyens respectueux de la loi et patriotiques qui ont critiqué les vols de terre palestinienne et les corrupteurs sionistes du système politique US.

La corruption et la dégradation de la démocratie états-unienne est rendue possible par la « presse respectable » également compromise et corrompue. Steve Lendman, critique des médias, a souligné le lien direct entre Israël et les médias dans son enquête sur le New York Times. Les principaux journalistes (« justes et équilibrés ») produisant des rapports sur Israël ont de forts liens familiaux et politiques envers ce pays et leurs articles ne sont que de la propagande. Ethan Bronner, journaliste du Times, dont le fils a servi dans les Forces de Défense d'Israël, est un apologiste de longue date de l'État sioniste. Isabel Kershner, journaliste de Times, dont « l'écriture » semblent sortir tout droit du ministère israélien des Affaires étrangères, est mariée à Hirsh Goodman, conseiller du régime Netanyahou pour « les Questions de sécurité ». Le chef du bureau de Jérusalem du Times, Jodi Rudoren, vit confortablement dans la maison ancestrale d'une famille palestinienne dépossédée de cette ville antique.

L'inébranlable attitude pro-Israël du New York Times fournit une couverture politique et de la justification aux politiciens états-uniens corrompus quand ils battent les tambours de guerre pour Israël. Il n'est pas surprenant que le New York Times, comme le Washington Post, soient profondément engagés en dénigrant et en dénonçant les négociations américano-iraniennes actuelles. Ils offrent de vastes espaces pour la rhétorique unilatérale des politiciens israéliens et leurs becs états-uniens, tout en excluant studieusement les voix les plus rationnelles d'anciens diplomates expérimentés, de chefs militaires las de la guerre et de représentants du monde des affaires et des milieux universitaires.

Pour comprendre l'hostilité du Congrès aux négociations nucléaires avec l'Iran et ses efforts pour les faire échouer à travers l'imposition de nouvelles sanctions ridicules, il est important d'aller à la source du problème, à savoir les déclarations des hommes politiques israéliens clés, qui fixent la ligne de marche pour leurs mandataires US.

À la fin octobre 2013, Amos Yadlin, ancien chef du renseignement de la Défense israélien, a déclaré devoir choisir entre « la bombe ou le bombardement » —un message qui a immédiatement été repris par les 52 présidents des principales organisations juives états-uniennes [2]—. Le 22 octobre 2013, le ministre du Renseignement d'Israël, Youval Steinitz, a appelé à de nouvelles sanctions sévères contre l'Iran. Il a insisté pour que les États-Unis les utilisent comme leviers afin d'exiger que l'Iran accepte d'abandonner entièrement son énergie nucléaire pacifique et son programme d'enrichissement. Le ministre de la Défense Moshe Yaalon a affirmé qu'« Israël n'acceptera aucun accord qui permette à l'Iran d'enrichir de l'uranium ». C'est la position d'Israël de menacer l'Iran de guerre (via les États-Unis) s'il ne cesse pas immédiatement son programme nucléaire. Ceci définit la position de tous les grands CAPs, les Super CAPs pro-israélien et l'AIPAC. Ils dictent les discours au Congrès. En conséquence, celui-ci adopte des sanctions économiques encore plus

Suite à la page (16)

Suite de la page (12)

pour tenter, en vain, de contenir les autres militaires. Malgré tout, le président Kennedy refusa le projet de bombardement et d'invasion de Cuba, craignant une riposte nucléaire de l'Union soviétique. Le général LeMay décrira cette crise comme la plus grosse défaite de l'Histoire des États-Unis. Quelques jours plus tôt, le général Lyman Lemnitzer et Allan Dulles, alors directeur de la CIA, avaient proposé, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, de lancer une attaque nucléaire surprise contre l'URSS. Le président était ressorti en colère de cette réunion, si l'on en croit son conseiller Arthur Schlesinger.

Lemnitzer agissait de connivence avec LeMay depuis son limogeage en juin 1962, soit quatre mois avant la Crise des missiles, pour avoir dirigé un complot contre le gouvernement. Subordonné à Eisenhower pendant la Seconde guerre mondiale et considéré comme un héros, Lemnitzer avait été promu par JFK, lors de sa prise de fonction, de chef de l'armée au rang de chef de l'État-major conjoint.

À 20 h il fut convoqué à une réunion à la Maison-Blanche, car « le président avait fait une découverte choquante : son chef de l'État-major conjoint était impliqué dans un complot pour renverser le gouvernement et le remplacer par une maudite junte militaire ». (3)

La première réaction de Lemnitzer à cette réunion fut d'accuser Kennedy d'avoir perdu le respect de la nation et d'avoir conduit le pays au bord de la catastrophe du fait de ses politiques envers l'Union soviétique. Le New York Times révélait quelques jours plus tard que Kennedy avait donné l'ordre aux agents du FBI d'investir les bureaux des chefs militaires au Pentagone.

Le président opta pour ne pas dénoncer publiquement le complot, en échange de la démission du général Lemnitzer de son poste de chef de l'État-major, qui fut confié au général Maxwell Taylor. En Novembre 1962, Lemnitzer fut nommé commandant des forces US en Europe, et en tant que commandant suprême des forces alliées de l'OTAN. L'affaire fut étouffée, voire niée, soi-disant parce que « le président harcelé ne souhaitait pas éroder davantage la confiance dans son gouvernement ». (4)

La présence du général LeMay à bord de l'avion présidentiel est perçue comme une preuve de sa connivence avec le nouveau président Lyndon B. Johnson. Ce fait est associé aux nombreux différends des frères Kennedy avec Johnson et le lobby militaire et du renseignement, des dissensions qui s'aggravèrent en 1963. Les Kennedy allaient dénoncer les connexions politiques et administratives corrompues du milliardaire Texan Billie Sol Estes, qui fut l'un des financiers de Lyndon Johnson et qui fut sanctionné par les tribunaux à la suite d'une enquête menée lorsque Robert Kennedy était procureur général. Estes avait notamment déclaré que le vice-président Johnson l'avait forcé à taire les affaires louches auxquelles ils se livraient ensemble. Que les deux frères avaient décidé de l'écarter de la candidature aux élections de 1964 en raison des informations que Robert avait collectées sur les affaires de corruption de Johnson.

La maîtresse de Johnson, Madeleine Duncan Brown, a raconté plus tard que le 21 novembre (la veille du crime) le vice-président avait assisté à une soirée privée à Dallas chez le magnat du pétrole Clint Murchinson, où Johnson prononça une phrase assez énigmatique : « À partir de demain, ces maudits Kennedy ne seront plus un problème pour moi ».

Le chercheur Carl Oglesby a toujours considéré Johnson comme le principal bénéficiaire de la mort de Kennedy. Dans son livre The Yankee Cowboy War, Oglesby signale qu'il s'agissait de « la réunion des derniers préparatifs ».

Mme Duncan Brown accorda une interview de 80 minutes au journaliste Robert Gaylon Ross sur sa liaison de 21 ans avec Johnson, mais ses révélations ont été largement ignorées par les médias. Jusqu'à sa mort, en 2002, jamais elle ne montra d'antipathie pour Johnson.

Oglesby signale dans son ouvrage la présence à cette soirée de personnages qui haïssaient les Kennedy où s'opposaient à leur ligne de pensée, tous des commanditaires présumés de l'attentat du 22 novembre, resté impuni depuis bientôt 50 ans !

Le principal étant le patron du FBI, J. Edgar Hoover, que Robert Kennedy accusait d'être un maître chanteur qui entretenait des liens troubles avec Meyer Lansky, et ami du gangster Frank Costello. Selon Oglesby, participaient à la réunion, outre Johnson et Murchinson (partenaire en affaires du mafieux Meyer Lansky) : Allen Dulles, ex-directeur de la CIA, le magnat du pétrole H.L. Hunt, John J. McCloy et John Connally, ex-gouverneur du Texas ; le général Charles Cabell et son frère, le maire de Dallas, Earle Cabell. Ce dernier aurait changé l'itinéraire du cortège présidentiel, ce qui facilita la tâche des tireurs.

Robert était prêt à se servir de cet arsenal lorsqu'il décida de déroger à la tradition de s'abstenir de défier un membre de son propre parti alors qu'il était président, et il annonça sa candidature aux élections primaires de 1968, alors que Johnson briguait la réélection. En fait, Johnson revint sur la décision de JFK de diminuer l'engagement militaire au Vietnam, qu'il renforça. Par ailleurs, il refusa d'améliorer les relations avec Cuba, comme Robert le lui avait demandé lors de son accession à la présidence.

C'est un peu ce que fait Barack Obama de nos jours en insistant pour attaquer la Syrie et en maintenant le siège sur Cuba, ceci en dépit du vœu de JFK, que lui demanda sa fille Caroline, le 27 janvier 2008, aux primaires du Parti démocrate.

Dans une tribune publiée dans le New York Times sous le titre Un président comme mon père, elle signalait : « Je n'ai jamais connu de président qui m'ait inspiré de la façon dont les gens m'ont dit que mon père les avait inspirés. Mais pour la première fois, je pense avoir trouvé l'homme qui pourrait être ce président – pas seulement pour moi mais pour une nouvelle génération d'Américains ». C'est la seule et dernière fois que la fille de Kennedy a manifesté ses sympathies pour un candidat à la présidence. Plus tard, le sénateur Edward Kennedy s'est lui aussi prononcé en faveur d'Obama, afin de faire pencher la balance – jusque-là favorable à Hillary Clinton – en faveur du jeune sénateur Afro-américain plein de promesses.

Mais à présent, son alliance avec certains milieux est applaudie par les forces militaristes et ultraconservatrices cubano-américaines qui, selon les recherches de Robert Kennedy, furent collaboratrices ou complices dans l'attentat, et passèrent à l'acte sans plus attendre, entre autres raisons parce que la CIA avait découvert que son frère s'apprêtait à normaliser les relations avec Cuba.

Les Kennedy refusaient de cautionner la philosophie de guerre qui, à cette époque, se projetait avec plus de force sur Cuba et sur le Vietnam. D'après de récentes révélations, dès qu'il apprit la nouvelle de l'assassinat de son frère, Robert Kennedy soupçonna la CIA, la mafia italo-américaine et les gangsters cubains d'être derrière l'attentat, car il avait suivi de près leurs activités pendant les dernières années, et il était prêt à le prouver mais, conscient d'avoir affaire à un ennemi très puissant, il ne pensait faire ces révélations qu'une fois qu'il serait à la tête du gouvernement. C'est pourquoi il fut assassiné en 1968.

Telle est, en essence, la conclusion à laquelle arriva, en 1978, le Comité du Congrès lorsqu'il ordonna la poursuite de l'enquête. Ce n'est pas un hasard si le groupe de mafieux cubains suspectés d'avoir participé au complot bénéficie toujours du soutien des congressistes cubano-américains Ileana Ros-Lehtinen et Mario Diaz-Balart, entre autres, tous financés avec des fonds versés par le gouvernement au nom de la liberté. Barack Obama semble avoir oublié qu'au lendemain de sa réélection, ces ultras ont refusé de le recevoir. Mme Ros-Lehtinen est même allée plus loin en refusant de lui parler au téléphone. C'est ce groupe appuyé par le lobby israélien et le complexe militaire qui tient en otage la politique US vis-à-vis de Cuba.

Granma. 26-4-11.
La Havane. 17 Octobre 2013

NOTES.

1. James W. Douglas. JFK and the Unspeakable. Simon & Schuster. New York, 2008. p. Xxiv, 21-22.
2. David Talbot. Brothers. Simon & Schuster. New York, 2007 p. 145.
3. Ibid p. 349.
4. William Reymond. Le dernier témoin. Éditions Flammarion. Paris 2003, p 259.

Suite de la page (15)

extrêmes contre l'Iran afin de saboter les négociations en cours.

Ceux qui ont reçu les plus grands pots de vin sionistes sont les plus véhéments : le sénateur Mark Kirk (925 379 dollars), auteur d'un précédent projet de loi sur les sanctions, exige que l'Iran abandonne la totalité de son programme nucléaire et balistique. Il déclare que le Sénat « devrait aller de l'avant avec une nouvelle série de sanctions économiques visant la totalité des recettes et des réserves du gouvernement iranien » [3]. La Chambre des représentants a déjà adopté une loi limitant fortement la capacité de l'Iran à vendre son principal produit d'exportation, le pétrole. Encore une fois, l'axe israélo-CPS-Congrès cherche à imposer au peuple états-unien le plan de guerre d'Israël ! À la fin octobre 2013, le secrétaire d'État Kerry était interrogé pendant sept heures par le Premier ministre israélien Netanyahu. Le lâche Kerry a promis de promouvoir l'agenda d'Israël en démantelant le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran.

Pour contrer la campagne d'étranglement de l'économie pétrolière de l'Iran promue par les laquais d'Israël au Congrès, le gouvernement iranien a offert de généreux contrats aux États-Unis et aux compagnies pétrolières européennes [4]. Les dispositions protectionnistes existantes sont en cours de suppression. Selon les nouvelles conditions, les sociétés étrangères choisissent elles-mêmes les zones à exploiter ou prennent part aux projets iraniens. L'Iran espère attirer au moins 100 milliards de dollars d'investissements au cours des trois prochaines années. Ce pays stable dispose des plus grandes réserves de gaz du monde et de la quatrième plus grande réserve de pétrole. En raison des sanctions US (c'est-à-dire israéliennes) imposées actuellement, la production a chuté de 3,5 millions de barils par jour en 2011 à 2,58 millions de barils par jour en 2013. La question est de savoir si les multinationales états-uniennes et européennes ont le pouvoir de contester la mainmise de la CPS sur la politique de sanction américano-européenne. Jusqu'ici, le CPS a dominé cette politique critique et a marginalisé les multinationales en utilisant les menaces, le chantage et la coercition contre les décideurs états-uniens. Cela a effectivement exclu les entreprises US du marché lucratif iranien.

Conclusion

Les États-Unis et les 5 autres pays qui tentent de négocier avec l'Iran font face à d'énormes obstacles pour surmonter la puissance d'Israël sur le Congrès. Au cours des dernières décennies, les agents d'Israël ont acheté la loyauté de la grande majorité des membres du Congrès, les formant afin qu'ils reconnaissent et respectent les sifflets, les signaux et les scripts des fauteurs de guerre à Tel-Aviv.

Cette « Axe de la guerre » a infligé d'énormes dégâts au monde, a entraîné la mort de millions de victimes de guerres états-uniennes au Proche-Orient, en Asie du Sud et en Afrique du Nord. La corruption brute et la faillite largement reconnues du système législatif sont dues à sa servilité envers une puissance étrangère. Ce qui reste à Washington est un État vassal, dégradé, méprisé par ses propres citoyens. Si le Congrès contrôlé par la CPS réussit encore une fois à détruire les négociations entre les États-Unis et l'Iran via de nouvelles résolutions belliqueuses, nous, le peuple états-unien, devrons payer un prix énorme en vies et en argent.

Le temps est venu d'agir. Il est temps de se lever et d'exposer le rôle joué par les CAPs israéliens, les super CAPs et des 52 organisations juives US à corrompre le Congrès et à transformer nos représentants élus en larbins pour les guerres d'Israël. Il y a eu un silence assourdissant de nos critiques, y compris dans la presse alternative. La preuve est ouvertement disponible, les crimes sont indéniables. Le peuple états-unien a besoin de leaders politiques réels avec le courage d'extirper les corrompus et les corrupteurs et de forcer les parlementaires à représenter les intérêts du peuple états-unien.

* **James Petras**. Professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Dernier ouvrage publié en français : *La Face cachée de la mondialisation : L'Impérialisme au XXIe siècle*, (Parangon, 2002). Dernier ouvrage publié en anglais : *The Arab Revolt and the Imperialist Counter Attack*, (Clarity Press, 2011).

** **IRMEP**: *Institute for Research: Middle Eastern Policy* : une organisation à but non lucratif basée à Washington qui étudie la formulation de la politique américaine au Moyen-Orient.

Notes

[1] Grant Smith, Ten Explosive US Government Secrets of Israel, IRMEP.
[2] Daily Alert, le 24 octobre, 2013
[3] Financial Times, 18 octobre 2013 , p. 6
[4] Financial Times, 29 octobre 2013 , p 1

Traduction Roger Lagassé
Réseau Voltaire 9 novembre 2013

L apocalypse tant espérée n'aura pas lieu

Par Mark Weisbrot *

Désolé pour les détracteurs du Venezuela : cette économie n'est pas la Grèce de l'Amérique Latine. La prédiction d'une Apocalypse vénézuélienne n'arrivera pas : dans ce pays riche en pétrole, la seule chose qui implose est la pauvreté. « Le Venezuela dispose de suffisamment de réserves et de gains du commerce extérieur pour faire tout ce qu'il veut. »

Depuis plus de dix ans, ceux qui s'opposent au gouvernement du Venezuela – parmi lesquels il faut désormais inclure presque tous les médias qui comptent en Occident – nous expliquent que l'économie vénézuélienne va imploser. Comme les communistes qui dans les années 30 annonçaient la crise finale du capitalisme, ils voient l'économie vénézuélienne s'effondrer au prochain tournant. Quelle frustration, dès lors, de ne constater que deux récessions : celle causée par le lock-out pétrolier de l'opposition (décembre 2002-mai 2003) et celle liée à la récession mondiale (2009 et première moitié de 2010). Malgré ces deux récessions la performance économique sur dix ans – le gouvernement a pris le contrôle de la compagnie nationale du pétrole en 2003 – se révèle finalement très bonne, avec en moyenne une croissance annuelle du revenu réel par personne de 2.7 %, une pauvreté réduite de plus de 50%, et de grandes avancées pour la majorité en termes d'emploi, d'accès aux soins de santé, aux allocations de retraite et à l'éducation. [1]

Actuellement le Venezuela affronte des problèmes économiques qui réchauffent les cœurs de ses ennemis. On lit tous les jours des mauvaises nouvelles (les informations occidentales sur le Venezuela sont presque exclusivement négatives, comme à la suite d'un décret) : les prix à la consommation ont bondi de 49 % l'an dernier ; le dollar se vend au marché noir à sept fois le taux officiel ; il y a des pénuries de produits tels que le lait ou le papier hygiénique ; l'économie est en perte de vitesse, et les réserves de la Banque Centrale sont en baisse. Ceux qui pleurent depuis si longtemps vont-ils enfin voir leur rêve devenir réalité ?

Probablement pas. S'il faut suivre l'analyse de l'opposition et des médias internationaux, le Venezuela serait pris dans une spirale d'inflation-dévaluation, la hausse des prix saperait la confiance interne dans l'économie et la devise, provoquant une fuite des capitaux et l'explosion du prix du dollar parallèle - ce qui, toujours selon cette thèse, renforcerait l'inflation, comme le fait la création de monnaie par le gouvernement. Et les contrôles de prix par le gouvernement, les nationalisations, et d'autres interventions auraient causé des dommages et des problèmes structurels qui vont hâter la débâcle économique. L'hyper-inflation, la croissance de la dette extérieure, et la crise de la balance des paiements auront bientôt raison de cette expérience économique – tel est en tout cas le grand espoir et l'objet des prières quotidiennes.

Mais comment un gouvernement qui dispose de plus de 90 milliards de dollars en revenus pétroliers peut-il en arriver à une crise de la balance des paiements ? Eh bien, la réponse est qu'il ne peut pas, et qu'il ne le fera pas. En 2012 le Venezuela a tiré 93,6 milliards de dollars de la vente du pétrole alors que le total des importations – à leur plus hauts niveaux – était de 59,3 milliards. Les comptes courants ont connu un surplus de près de 11 milliards soit 2,9 % du PIB. Le paiement des intérêts de la dette publique externe, qui est la mesure fondamentale de l'endettement, ne concernait que 3,7 milliards. Ce gouvernement n'est pas près de tomber à court de dollars. L'analyse de la Bank of America sur le Venezuela du mois dernier l'a reconnu, en concluant que l'achat des Bons du gouvernement vénézuélien était une bonne affaire.

La Banque Centrale du Venezuela dispose de 21,7 milliards de dollars en réserves auxquels les économistes de l'opposition estiment qu'il faut ajouter 15 milliards répartis dans d'autres agences gouvernementales, soit un total de 36,7 milliards de dollars. L'usage est de considérer comme suffisantes des réserves qui peuvent couvrir trois mois d'importations ; celles du Venezuela couvrent au moins huit mois et probablement davantage. Et le pays a les moyens d'emprunter davantage sur le plan international.

Le fait que la plupart des réserves de la Banque Centrale soient en or peut faire problème mais l'or peut être vendu même si cela représente moins de cash que celui du Trésor états-unien. Il serait farfelu de croire que le gouvernement vénézuélien préfère une crise de sa balance des paiements à la vente de son or.

L'hyper-inflation n'est elle aussi qu'une hypothèse lointaine. Sur les deux premières années de la reprise économique qui a débuté en juin 2010, l'inflation a baissé, tandis que la croissance économique a grimpé à 5,7 % en 2012. Ceci montre que l'économie du Venezuela – malgré ses problèmes – est tout à fait capable de conjuguer prospérité avec baisse de l'inflation.

Ce qui a réellement poussé l'inflation, il y a près d'un an, fut la réduction de l'octroi de dollars pour le marché extérieur. Ceux-ci ont été réduits de moitié en octobre 2012 et pratiquement éliminés en février 2013. De sorte que beaucoup d'importateurs ont dû acheter davantage de dollars au marché noir. C'est de là qu'est venu le pic d'inflation. La dévaluation de février a également contribué en partie

Suite à la page (19)

Venezuela, le 8 décembre 2013

Par Bernard TORNARE

À l'approche des élections du 8 décembre, l'opposition vénézuélienne soutenue et financée par des "éléments extérieurs" utilise tous les moyens pour déstabiliser le pays.



Le président vénézuélien Nicolas Maduro

Ces derniers mois, le gouvernement vénézuélien, dirigé par le président Nicolas Maduro, a signalé de nombreux cas de sabotage du système électrique du pays, accompagné d'une campagne soutenue pour saper l'économie de la nation. La majorité des médias à l'échelle internationale, ainsi que les médias privés du Venezuela, se sont moqués des graves allégations du président vénézuélien. Ils ont plutôt tenté de mettre sur le dos du gouvernement tous ces dommages causés au pays.

Cependant, un document [1] interne de trois organisations, en Colombie et aux États-Unis, révèle un plan particulièrement vicieux contre l'État vénézuélien afin de provoquer de la violence dans le but de justifier une intervention internationale avant les élections communales du 8 décembre. Les auteurs de ce texte proposent de "créer la crise dans les rues pour faciliter l'intervention des forces américaines et de l'OTAN, avec le soutien du gouvernement de la Colombie".

Ces derniers mois, le Venezuela a connu des problèmes de pénurie de produits de base tels que le papier hygiénique, le sucre, le lait, l'huile, le beurre et la farine entre autres. Les autorités vénézuéliennes ont saisi des tonnes de ces produits dans les magasins appartenant à des hommes d'affaires liés à l'opposition. Ils ont également saisi de grandes quantités de ces produits à la frontière avec la Colombie, où ils sont vendus en contrebande.

Après l'échec du coup d'État contre Hugo Chavez en 2002 qui avait été organisé et soutenu par le gouvernement américain, il y a eu de nombreuses tentatives pour le renverser à travers le sabotage économique, les tentatives d'assassinat, la guerre psychologique, le financement extérieur aux forces d'opposition et de la tentative d'isoler le pays sur le plan international qui ont finalement échoué.

L'une des faces visibles des tentatives de déstabilisation du gouvernement Chavez est l'ancien président de la Colombie, Alvaro Uribe. L'ex-président colombien a terminé sa présidence en 2010 en appelant à une intervention internationale au Venezuela avec l'intention d'éliminer le président Chavez et sa révolution bolivarienne. Uribe a passé des années à diffamer le président Chavez et son gouvernement et à renforcer des liens avec les secteurs anti-Chavez à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela. La mort du président Chavez en mars 2013 n'a pas empêché Uribe de poursuivre son action contre la souveraineté du Venezuela.

Le Venezuela est l'objet d'attaques, comme elle l'a été pendant ces 14 dernières années, depuis le début de la révolution bolivarienne et du sauvetage de la souveraineté, de l'indépendance et de la dignité du pays. N'oublions pas que le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde.

Les intérêts puissants qui veulent contrôler ces riches ressources ne sont pas près de s'éteindre.

Ce billet est inspiré de l'article: Conozca "El plan de desestabilización contra Venezuela" preparado por la Fundación de Uribe (la Iguana tv)

Note

[1] Ce document, intitulé "Plan Estratégico Venezolano" (Plan stratégique du Venezuela), a été préparé par la "Fundación Internacionalismo Democrático" de l'ancien président colombien Alvaro Uribe, ainsi qu'avec la "First Thought Foundation Center" et la" US-Colombie consultants FTI Consulting". Il a été rédigé le 13 Juin 2013, lors d'une réunion entre les représentants de ces trois organisations et des dirigeants de l'opposition vénézuélienne comme Maria Corina Machado, Julio Borges et Ramón Guillermo Avelado. Ils étaient accompagnés par l'expert en guerre psychologique JJ Rendon et le chargé de l' "Agencia Internacional de Desarrollo de Estados Unidos" (USAID) pour l'Amérique latine, Mark Feierstein.

LGS 9 novembre 2013

La victoire démocrate à New York et la crise du libéralisme!

Par Bill Van Auken

Après les deux mandats du démagogue républicain de droite Rudy Giuliani et les trois mandats du milliardaire Michael Bloomberg, le Parti démocrate a remporté la victoire pour la première fois en près d'un quart de siècle dans les élections municipales à New York mardi dernier.

L'avantage de 50 points du démocrate Bill de Blasio sur son adversaire républicain, Joe Lhota, n'est sans aucun doute qu'un reflet bien pâle et déformé de l'immense colère populaire causée par l'augmentation de l'inégalité sociale dans une ville qui présente la plus grande concentration de milliardaires sur la planète, pendant qu'un cinquième de sa population survit à peine avec 9000 dollars ou moins par an.

On peut voir à quel point le reflet de ces sentiments qui sont exprimés dans le système bipartite capitaliste est pâle et déformé en regardant le taux de participation électorale. Seulement 24 pour cent des électeurs inscrits ont voté, ce qui veut dire que «l'écrasante» victoire de de Blasio proclamée sans cesse par les médias, ne représente que le vote de 16 pour cent de ceux qui sont inscrits pour voter, et d'une proportion encore plus petite si l'on tient compte de toute la population de la ville en âge de voter.



Bill de Blasio et sa famille

Bien que beaucoup de commentateurs dans les médias attribuent ce boycottage électoral de masse aux sondages d'intentions de vote qui indiquaient une large majorité pour le candidat démocrate, des questions plus fondamentales sont en jeu.

Des millions de travailleurs à New York et à travers les États-Unis sont désillusionnés, sinon hostiles, face aux deux principaux partis politiques. C'est en grande partie le résultat de l'expérience de presque 5 ans de l'administration Obama qui est venue au pouvoir par des promesses «d'espoir» et de «changement auquel on peut croire».

Au lieu de «changement», l'administration Obama a exécuté le plan de sauvetage de Wall Street et accentué le chômage et l'austérité pour la classe ouvrière. La «reprise économique» sans emplois d'Obama a permis au un pour cent le plus riche d'empocher 93 pour cent de la croissance du revenu pendant que la vaste majorité voyait son niveau de vie décliner. Au même moment, le gouvernement Obama a considérablement développé les programmes d'espionnage au pays et internationalement, en plus de mener des opérations criminelles à l'étranger comme des assassinats par drone ou les guerres d'agression en Libye et en Syrie.

Même si de Blasio cherchait

Suite à la page (19)

L'Arabie saoudite expulse 4 millions d'immigrés

Après avoir donné six mois aux 8 millions de travailleurs immigrés pour régulariser leur situation, le Royaume d'Arabie saoudite a décidé d'expulser tous ceux qui n'avaient pas eu le temps de remplir les conditions administratives, soit 4 millions de personnes, principalement des noirs africains, des Indiens et des Yéménites.

En une semaine, plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés ont quitté le pays. Des émeutes ont éclaté dans la banlieue pauvre de Riyadh faisant au moins 2 morts et 68 blessés graves. La police a arrêté 561 étrangers tandis que Saoudiens armés de battes de baseball lynchaient des Éthiopiens. Dimanche matin, des centaines de travailleurs immigrés préféraient se rendre à la police que de risquer d'être assassinés.

Outre une forte amende, les travailleurs en situation irrégulière encourent 2 ans de prison. Pour calmer la tension, le ministre du Travail a annoncé que son administration accepterait les dossiers en retard, mais il est impossible pour la plupart de ces migrants de réunir les pièces nécessaires.

L'économie saoudienne est complètement paralysée par cette expulsion massive. Cependant, le gouvernement estime qu'à terme cette mesure libérera des emplois pour les Saoudiens, bien qu'il soit peu probable que les sujets du roi Abdallah acceptent de ramasser des ordures ou de construire des routes.

Inquiet pour leur sécurité, l'Éthiopie a annoncé son intention de faciliter le retour de 200 000 femmes de ménage. Le Yémen, déjà très instable, ne pourra pas absorber le retour de 400 000 personnes, ont indiqué les Nations Unies.

Réseau Voltaire 10 novembre 2013

Aide ou commerce?

Suite de la page (7)
encore plusieurs subsides – la qualifiait de « *loi pour l'emploi* ».

« *Ces programmes nous aident à vendre nos produits dans des marchés comme le Nigéria et le Vietnam et [...] le Farm Bill est essentiel pour soutenir nos places sur ces marchés*, » déclare la sénatrice Maria Cantwell (Démocrate-WA) à *Roll Call.*

Diktats néolibéraux
Lorsque l'« *aide sociale aux entreprises* » ou une « *loi pour l'emploi* » sont combinées avec les modifications aux politiques exigées par Washington qui ont forcé l'ouverture du marché haïtien en obligeant l'ouverture des ports et en abaissant les droits de douane protectionnistes (d'abord dans les années 1980 et de nouveau en 1995), le résultat est dévastateur pour les cultivateurs haïtiens et une véritable aubaine pour les cultivateurs de riz des États-Unis et autres exportateurs de céréales et d'aliments.

Dans son article sur le riz, Cohen d'Oxfam déplore ce qu'il appelle la « *politique commerciale néo-mercantiliste* » des États-Unis qui vise le « *maintien du libre accès au marché haïtien pour les exportations de produits alimentaires des États-Unis (notamment le riz)* ».

Avant 1995, la plupart des produits agricoles haïtiens, y compris le riz, étaient protégés par des droits de douane pouvant atteindre 50%. Mais cette année-là, le gouvernement de Jean-Bertrand Aristide était contraint par les États-Unis, la Banque mondiale, et le Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre du « plan de Paris », dont les conditions devaient être acceptées avant que Washington n'accepte d'aider à le ramener en Haïti, [d'abaisser les barrières tarifaires]. Les droits de douane ont connu une chute entre 0% et 15%, les plus faibles des Caraïbes à l'époque. En 2009, certains de ces droits de douane ont été rajustés à la hausse, mais c'était trop peu trop tard, selon la plupart des témoignages.

Dans son rapport intitulé « *Agricultural Liberalisation in Haiti* » de 2006, Christian Aid a qualifié les baisses de droits de douane de « *désastreuses* », soulignant qu'Haïti était passée de largement autosuffisante quant à l'alimentation à l'utilisation de la majorité de ses recettes d'exportation pour acheter des aliments étrangers, principalement des États-Unis.

« *Alors que les importations de denrées ont augmenté, la production agricole locale a diminué*, indique Christian Aid. *Il est désormais généralement admis que cette tendance est étroitement liée à la libéralisation des échanges commerciaux*. »

Aujourd'hui, la population d'environ dix millions d'Haïtiens est l'une des meilleures clientes des fermiers et de l'industrie agroalimentaire des États-Unis. En 2011, les exportations de produits alimentaires des États-Unis vers Haïti s'élevèrent à US$326 millions. Les principales catégories comprennent le riz (US$166 millions), la viande de volaille (US$64 millions) et les graisses animales (US$14 millions).

En 2010, l'ancien président Bill Clinton, dont l'administration a obtenu la baisse des droits de douane par coercition, a déclaré à une commission du Congrès que le changement de politique était mal avisé, soulignant que celui-ci « *a peut-être profité à certains de mes fermiers en Arkansas, mais il n'a pas eu l'effet escompté [pour Haïti]. C'était une erreur* ».

Poulet et riz : de nouveaux clients avec de nouveaux goûts
L'« *erreur* », qui n'a toujours pas été corrigée, a tout de même créé un vaste marché pour les produits des États-Unis en même temps qu'elle entraînait une transformation radicale de l'alimentation haïtienne.

Avant 1995, le poulet était considéré comme un « *produit de luxe*, selon Christian Aid. *Il était consommé par la population le dimanche ou lors d'occasions spéciales comme les baptêmes, ou la visite d'un invité* ». La plupart des poulets vendus dans la rue ou dans les magasins étaient vendus par des fermiers haïtiens ou provenaient de quelques petits fournisseurs industriels.

Dès 2000, 60% du poulet consommé en Haïti provenaient de l'étranger, principalement des États-Unis, sous forme de morceaux de poulet, surtout de viande brune généralement considérée comme étant invendable dans le marché exigeant et friand de viande blanche aux États-Unis.

Les habitudes de consommation de riz se sont également radicalement transformées. D'après un rapport de 2012 publié par Oxfam, « *après la "libéralisation des échanges commerciaux" qui a débuté en 1986 et l'affaiblissement marqué de la protection des frontières d'Haïti*, le riz est passé *d'élément occasionnel des régimes alimentaires moyens (un ou deux repas par semaine) à composante essentielle (sept à 14 repas par semaine)*. »

Une étude de 2010 du gouvernement des États-Unis arrive à un constat similaire, indiquant qu'au début des années 1980, la plupart des Haïtiens « *vivaient dans des régions rurales et avaient un régime varié de racines et de tubercules, de semoule de maïs et de sorgho. Le riz était consommé occasionnellement dans ces régions rurales, mais était un aliment de luxe. Un fermier devait vendre trois ou quatre marmites de maïs pour pouvoir acheter une marmite de riz. Dans les régions urbaines, la consommation de riz était légèrement plus répandue*. »

La consommation de riz est passée de 50 000 tonnes métriques (MT) en 1980 à plus de 400 000 en 2012.

Aujourd'hui, « *les Haïtiens comptent parmi les plus grands consommateurs de riz des Caraïbes* », selon le gouvernement des États-Unis.



Un travailleur décharge un sac de riz Tchako, produit par Riceland, à Port-au-Prince le 24 septembre 2013. *Photo: AKJ / Marc Schindler Saint-Va*

Et la consommation de riz par habitant continue à augmenter. Évaluée à 42 kilogrammes par personne en 2010, en 2013 elle se chiffrait alors à 50 kilogrammes.

Le sorgho et le maïs, qui jouaient jadis un rôle important dans le régime alimentaire de tous les Haïtiens, ruraux et urbains, sont de nos jours considérés comme des aliments « *inférieurs* », selon les différentes études.

Alors que l'importation de riz est montée en flèche, la production de riz d'Haïti est demeurée relativement inchangée depuis les 30 dernières années. Le prix du riz fortement subventionné des États-Unis est constamment inférieur à celui du riz d'Haïti.

Aide au développement ou commerce?
Cohen dit que la question du riz entre Haïti et les États-Unis en est une de « *politique de pouvoir, de vénalité, d'intérêts particuliers très étroits, de changement des habitudes alimentaires et d'un système d'échanges commerciaux mondial qui assure un traitement spécial et différencié non pas aux pauvres [...] mais aux riches* ».

Le Congrès des États-Unis votera finalement un nouveau Farm Bill, qui peut ou non prévoir des changements pour l'aide alimentaire et les subventions aux fermiers. Mais les dommages considérables causés par les subventions aux fermiers des États-Unis, l'aide alimentaire et l'abaissement des barrières tarifaires sont déjà faits.

En tant que pays pauvre, Haïti a le droit d'augmenter les tarifs douaniers jusqu'à 50%, selon les règlements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le gouvernement pourrait aussi entreprendre des programmes pour s'attaquer à certaines des causes structurelles de la faim [lire **Les causes de la faim en Haïti**].

Il est cependant peu probable que le gouvernement actuel modifie la plupart des tarifs douaniers. Le budget proposé de 2013-2014 annonce quand même quelques changements. Les tarifs douaniers sur le maïs, les pâtes alimentaires, les petits pois (mais pas les haricots), plusieurs légumes, les arachides, le poisson et les crustacés étrangers devraient augmenter, peut-être dans le cadre d'une tentative pour ralentir le flot de produits en provenance de la République dominicaine. Mais le budget ne mentionne pas les tarifs pour le riz, la semoule de maïs, ou le maïs, qui sont tous principalement importés des États-Unis.

Le 1er octobre, le gouvernement haïtien annonçait qu'il ne mettrait pas en œuvre le nouveau budget et renouvèlerait plutôt le précédent. Pour la troisième année consécutive, le gouvernement a été incapable de faire approuver sa proposition par les parlementaires.

L'économiste Camille Chalmers qualifie le budget proposé de « *production antinationale* ».

« *Il n'est pas possible de réviser seulement en partie les politiques néolibérales qui ont un effet dévastateur sur l'économie haïtienne*, expliquait Chalmers sur une station de radio locale. *Les changements doivent porter sur l'ensemble* ».

Le tarif pour le riz est une question très politique. Du riz fortement subventionné et virtuellement exempt de tarifs douaniers qui se déverse en Haïti a servi à des gouvernements haïtiens successifs, qui ont grandement intérêt à assurer aux populations urbaines l'accès à la nourriture bon marché. Suite à la hausse des prix des aliments à la fin de l'année 2012, le gouvernement introduisait 18 000 tonnes de riz en provenance du Vietnam – connu comme le « 10/10 » – qui est vendu sur le marché à des prix au-dessous même du « riz de Miami ».

« *Nous promettons à la population que nous en apporterons beaucoup, assez pour approvisionner toute la chaîne de distribution,* » indique un représentant du gouvernement à la presse. Des fermiers outrés ont appelé au boycott, mais le riz est arrivé et a été joyeusement acheté.

Mathieu, chef du bureau de la sécurité alimentaire du gouvernement (CNSA), explique clairement la raison pour laquelle il était peu probable que les droits de douane augmentent dans un proche avenir. Dans une entrevue avec *The Economist* en juin, il affirme qu'« *un gouvernement se doit de faire un choix : nourrir la population ou payer le prix politique* ».

Changements effectifs ou bricolage?
Les donateurs, les représentants et technocrates du gouvernement, les organisations étrangères de développement et d'aide humanitaire, les coopératives et associations de fermiers et les agronomes étrangers et locaux s'accordent tous sur le fait que l'agriculture et la production alimentaire haïtiennes sont dans un état critique et il s'agit là de l'une des principales causes de la faim en Haïti.

Comme mentionné dans ***Les raisons de la faim en Haïti***, le régime foncier en Haïti est l'un des plus grands obstacles à la souveraineté alimentaire. La plupart des fermiers travaillent une terre qui ne leur appartient pas ou détiennent des documents douteux.

De même, au cours des quatre décennies passées l'aide alimentaire s'est déversée sur le pays alors que le secteur agricole haïtien a été ignoré. Les chocs de la politique néolibérale ont eu des effets désastreux. En 1995, l'aide étrangère à l'agriculture et l'aide alimentaire étaient à peu près à égalité. Pas pour longtemps. Au moment où les planteurs luttaient contre les produits étrangers subventionnés, l'aide alimentaire augmentait alors que l'assistance à l'agriculture baissait.

Cette tendance a changé récemment. Depuis le tremblement de terre de 2010, il y a eu une baisse constante en aide alimentaire et une hausse significative de l'assistance étrangère pour le secteur agricole.

Plusieurs de ces subventions et programmes couvrent des aspects du Plan national d'investissement pour l'Agriculture du gouvernement. Doté d'un budget d'environ US$790 millions, ce plan a été changé depuis sa proposition initiale. Il devait être « révisé » avant d'obtenir l'aval d'importants donateurs tel le gouvernement des États-Unis.

« *De précédentes mentions associant une approche axée sur l'appui de l'État ont été révisées, pour remettre l'accent sur une stratégie tournée vers le marché*, suivant un document de l'USAID. *Le texte final a été endossé à une conférence internationale des donateurs pour Haïti le 2 juin 2010 à Punta Cana, en République dominicaine*. »

Dans leurs communiqués de presse et leurs déclarations aux médias, des représentants du gouvernement de Michel Martelly ont voulu faire comprendre que le « Plan pour la Relance Agricole » avait été inventé après son élection, mais, comme plusieurs autres programmes, il était déjà en cours quand le chanteur est arrivé au pouvoir.

De même, le programme gouvernemental « *Aba Grangou* » (« À bas la faim ») est en fait un « label » institué pour couvrir 21 programmes – la plupart des programmes agricoles – qui sont souvent pris en charge par des agences ou des organisations étrangères. De concert avec *Aba Grangou*, ou de leur propre côté, à travers le pays, grands et petits donateurs, parfois conjointement avec le ministère de l'Agriculture, font marcher d'intéressants et même de prometteurs projets et programmes qui visent à soulager la faim et aussi tiennent compte de la crise de la production agricole.

Par exemple, la Banque interaméricaine de développement a financé un programme-pilote portant sur la sécurité foncière de US$27 millions qui vise à clarifier la propriété des terres. D'autres projets sont axés sur la pêche, le développement des banques de semence et l'amélioration des routes et des canaux d'irrigation. Le gouvernement et les donateurs essaient également de promouvoir et de recourir à des produits locaux autant que possible. Un programme-pilote du Programme alimentaire mondial (PAM) utilise du lait et d'autres aliments produits localement, et l'USAID finance un programme pour aider les cultivateurs de sorgho à améliorer leur rendement pour que la Brasserie Nationale d'Haïti S.A. (BRANA), une brasserie haïtienne, aujourd'hui détenue par Heineken, puisse remplacer une partie des céréales qu'elle importe par la production haïtienne.

L'USAID prévoit très peu d'aide alimentaire à Haïti après 2014 et privilégie plutôt le développement agricole au moyen d'un programme appelé « *Feed the Future* » **(FtF ou « Nourrir l'avenir ») qui cible les régions aux alentours de Port-au-Prince, Saint-Marc et le département du Nord.**

Les objectifs de FtF comptent l'augmentation du rendement des récoltes destinées à l'exportation (notamment les mangues et le cacao), le rendement des céréales et d'autres denrées pour la consommation locale de façon à protéger les bassins versants.

Mais Cohen n'est pas totalement optimiste :

« *Bien qu'il soit clair que l'agriculture occupe une place importante dans la stratégie de soutien à la reconstruction après le séisme en Haïti, il y a des limites à l'assistance agricole des États-Unis [...] et une flagrante incohérence entre cette assistance d'un côté et la politique commerciale agricole des États-Unis de l'autre*. »

Port-au-Prince, HAÏTI, 10 octobre 2013

Suite de la page (17) La victoire...

à exploiter la colère contre l'inégalité sociale, l'aspect dominant de la vie sociale américaine, ceux qui en souffrent avaient entièrement raison de se méfier de sa rhétorique de «l'histoire des deux villes».

De Blasio est un typique carriériste du Parti démocrate, un fonctionnaire dans l'administration Clinton qui a ensuite pris en charge la campagne électorale de Hillary Clinton à New York, et qui s'est cherché différentes positions municipales mineures pour se hisser dans sa carrière politique.

Aussitôt après avoir remporté les primaires du Parti démocrate en septembre, de Blasio a changé de refrain, abandonnant son discours en faveur de la classe ouvrière et des pauvres de New York pour s'orienter vers les prédateurs financiers de Wall Street. Au final, il aura empoché plus de trois fois plus d'argent pour sa campagne et aura profité de bien plus d'appui de la part des grandes banques et des sociétés financières que Lohta, un ancien banquier d'affaires qui a fait campagne contre la demande de De Blasio pour une hausse insignifiante des taxes municipales pour les plus riches de New York. De Blasio a bénéficié de l'appui de dirigeants de Goldman Sachs et des plus gros fonds spéculatifs ainsi que d'autres, qui méritent la prison pour les actions qui ont provoqué le krach de 2008.

Dans ce milieu social, plusieurs pensent que placer un démocrate qui se présente comme un populiste à la mairie aurait ses avantages politiques, surtout dans des conditions où la ville prévoit un déficit budgétaire de 2 milliards de dollars et s'apprête à négocier des contrats avec des syndicats qui représentent 300.000 travailleurs municipaux, dont la plupart sont sans contrat depuis plus de quatre ans. Ils ont sans aucun doute pensé que De Blasio serait en meilleure position que Lhota pour vendre l'idée du «partage des sacrifices».

Pendant que ces machinations politiques cyniques et réactionnaires sont de plus en plus révélées à la population, une certaine tendance politique ressent le besoin urgent de maintenir les illusions entourant le Parti démocrate et le libéralisme. C'est ainsi que les organisations de la pseudo-gauche qui orbitent autour du Parti démocrate et l'appareil syndical se sont consacrées à appliquer un vernis de gauche à de Blasio et à tout le processus électoral bourgeois.

Dans le cas de l'élection municipale de New York, l'International Socialist Organization (ISO) a célébré la victoire de De Blasio dans le primaire du Parti démocrate. Tout en exagérant de façon disproportionnée les illusions populaires maintenues autour de De Blasio, l'ISO a expliqué à ses propres membres et à d'autres éléments de la pseudo-gauche que «notre rôle ne devrait pas être de détruire ces espoirs (comme si nous le pouvions), mais d'essayer de le canaliser dans un mouvement pour le changement». Au lieu de faire campagne pour De Blasio, l'ISO incite ses «activistes» à «demander que lui fasse campagne pour nous».

Tout est conçu dans le but de diriger le mécontentement populaire en toute sécurité derrière la politique du Parti démocrate et ainsi éviter une rupture de la classe ouvrière avec le système bipartite capitaliste.

Similairement, à Minneapolis et Seattle, le groupe Socialist Alternative a mené des campagnes basées sur des programmes minimaux de réforme municipale et des appels à des sections du Parti démocrate et de la bureaucratie syndicale.

Ces efforts sont conçus de façon à obscurcir la réalité essentielle de la vie politique aux États-Unis: la domination d'une minuscule oligarchie qui monopolise la richesse de la société est incompatible avec la démocratie. La politique de l'establishment dans sa totalité, ce qui inclut ses soi-disant représentants libéraux, est dédiée à la défense de la domination de cette couche sociale et à la suppression de toute réelle opposition indépendante. La pseudo-gauche, avec sa continuelle promotion de différentes formes de politique identitaire, se consacre à obscurcir ce conflit fondamental entre la classe dirigeante et la classe ouvrière. Reflétant les intérêts sociaux d'une couche privilégiée de la classe moyenne, elle est déterminée à détourner et écraser cette lutte.

Tout comme avec Obama en 2008, les événements futurs vont exposer le contenu de classe de la politique de de Blasio. La division sociale grandissante à New York et à travers le pays ne peut durer. Elle doit donner naissance à une éruption de la lutte des classes. C'est à ce moment que le véritable caractère des deux partis de la grande entreprise et de tous ses politiciens – ainsi que leurs adjoints petits-bourgeois de la pseudo-gauche – deviendra clair pour des millions de personnes.

Les questions décisives pour cette lutte future sont le développement d'un mouvement politique de la classe ouvrière indépendante en opposition au capitalisme, et la construction d'une direction révolutionnaire pour armer ce mouvement d'un programme socialiste et révolutionnaire. Cela veut dire la construction du Parti de l'égalité socialiste.

Wsws 7 novembre 2013

Suite de la page (17) La apocalypse...

à l'inflation, mais dans une moindre mesure.

L'inflation a grimpé à un taux de 6,2 % en mai pour redescendre à 3,0 % en août lorsque le gouvernement a réinjecté des dollars dans le marché. Elle est remontée à 4,4 % en septembre mais le gouvernement a depuis lors augmenté l'octroi de dollars et a annoncé des plans d'importation d'aliments et d'autres biens, ce qui va probablement faire pression sur les prix à la baisse.

Bien sûr, le Venezuela fait face à de graves problèmes économiques. Rien à voir cependant avec ceux que subissent entre autres la Grèce (qui entre dans sa sixième année de récession NDLT) ou l'Espagne, piégée par des accords dont les objectifs macro-économiques entrent en conflit avec la reprise économique. Le Venezuela dispose de suffisamment de réserves et de gains du commerce extérieur pour faire tout ce qu'il veut, y compris pour dégonfler le marché noir du dollar et éliminer la plupart des pénuries. Ces problèmes peuvent être résolus rapidement par des mesures politiques.

Le Venezuela – comme la plupart des économies dans le monde – connaît aussi des problèmes structurels à long terme tels que la surdépendance du pétrole, l'infrastructure inadaptée et une capacité administrative limitée. Mais ces facteurs ne sont pas la cause de sa situation actuelle.

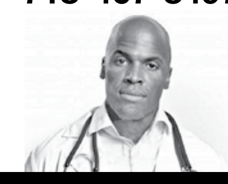
Pendant ce temps le taux de pauvreté a été ramené à 20 % l'an dernier. C'est certainement le plus important recul de la pauvreté pour les Amériques en 2012, et l'un des plus – sinon le plus – importants au monde. Ces chiffres sont disponibles sur le site de la Banque Mondiale mais presque aucun journaliste n'a entrepris le difficile voyage à travers le cyber-espace pour les trouver et pour les publier. Demandez-leur pourquoi.

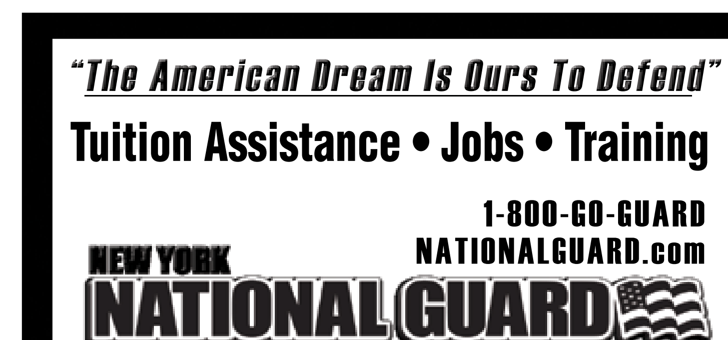
Notes

[1] Entre septembre 2012 et septembre 2013, 166.625 personnes ont trouvé un emploi et 321.432 personnes sont passées de l'économie informelle à formelle. Le chômage pourrait s'établir à 4 % en 2014, selon l'INE. NDLT

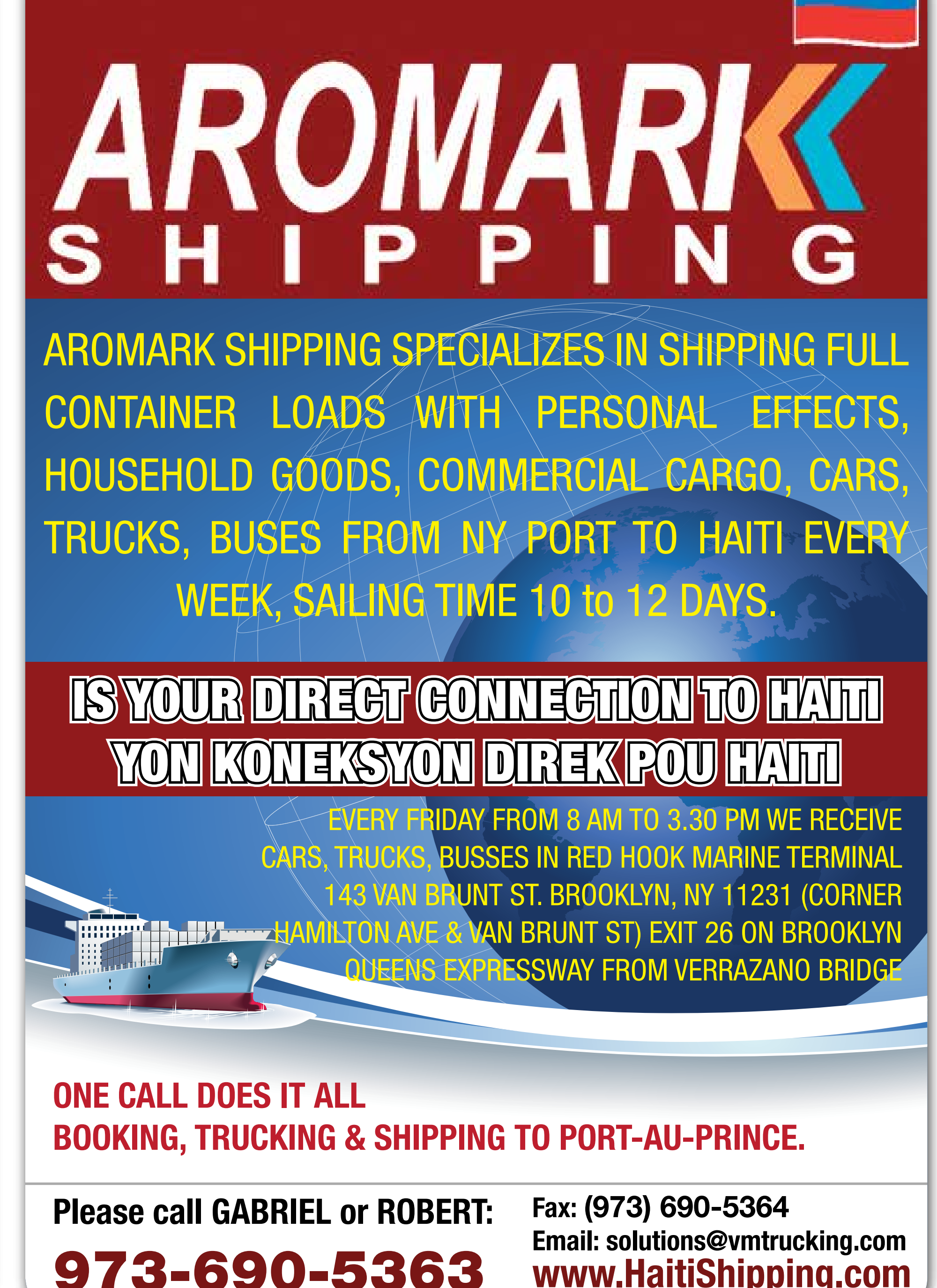
*Mark Weisbrot il est co-director du Center for Economic and Policy Research à Washington, D.C. Et il est aussi président du Just Foreign Policy.

The Guardian. Londres, le 7 novembre 2013.
Traduction pour Venezuela Info : Thierry Deronne
El Correo. Paris, le 10 novembre 2013.











FREE BASIC ENGLISH CLASSES!!

FREE ESL CLASSES
(ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE)

at

HAITI LIBERTE
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210

DAYTIME/ EVENING CLASSES

Space is Limited!
Pre- Registration required

For more information and to find out if you are eligible please call
Mr. Berthony Dupont at 718-421-0162

A project of the
JCC of Greater Coney Island
3001 West 37th Street Brooklyn, New York 11224
www.jccgci.org
in conjunction with
Friends of Haiti Liberte

Funded in part by : The New York State Education Department• NYC Department of Youth and Community Development• NYC Council

Jewish Community Council of Greater Coney Island is an equal opportunity employer/program.
Auxiliary aids and services are available upon request to individuals with disabilities.

The Committee for

Jacmel En Mouvement (Jamouv)

Once again is proud to invite you to it's

3rd Annual Fundraising
Christmas Dance Party

Saturday December 21, 2013
From 9:00 PM to 3:00 AM

Tropical Reflections
4501 Glenwood Road • Brooklyn, NY 11210



Featuring Performances by
Cubano and RMB
Retro Musical Band
Admission: $40.00
RSVP by December 7th

Reservations or Information
Paul Lacroix: 346-249-8276
Tines: 347-522-3728 • Chinois: 917-348-0667
info@lacroixmultiservices.com